

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes



 **Les paysans s'organisent**





AGRIDAPE

Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 23 N° 1 - Juillet 2007
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n° 0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Cœur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 867 10 58
Fax : +221 867 10 59
E-mail : agridape@sentoo.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnateur : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Awa Faly Ba Mbow,
Bara Guèye, Safietou Sall Diop,
Bougouma Mbaye Fall

Administration : Maimouna Dieng.

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique
id - tél. +221 869 01 72

Edition Internationale
LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
E-mail : ileia@ileia.nl
subscriptions@ileia.nl

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
AETCA LEISA Revista Pérou,
AP.18-0745, Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne LEISA India
AME, PO Box 7836,
Bangalore 560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

Édition indonésienne SALAM
JL Letda Kajeng 22
Den Pasar 80234
Bali Indonésie
E-mail : leisa@indo.net.id

SOMMAIRE

- 4 Éditorial : L'union fait la force**
- 6 Ensemble pour la diversité biologique et les moyens de subsistance** - Froukje Kruijssen, Menno Keizer et Alessandra Giuliani
- 9 Maintenir les populations dans leur terroir**
Annette Aurélie Desmarais
- 10 L'Association des pisciculteurs de l'Etat de Lagos**
Y. O. Basorun et J. O. Olakulehin
- 12 Influencer les politiques publiques : l'expérience des OP du Sénégal** - Jacques Faye
- 15 Agriculteurs bio dans un polder hollandais**
Hans peter Reinders
- 18 Nord - Cameroun : une OP réussie la vente groupée de tomates** - Guillaume Fongang, Forbah David Nuijueh
- 20 Des groupements paysans traditionnels appuient l'agriculture durable** - Mihin Dollo
- 23 La FONGS : une vision paysanne pour une nouvelle économie rurale sénégalaise** - Daouda Diagne
- 26 Coopérative des agriculteurs de la Malabing Valley aux Philippines** - Cristina R. Salvosa
- 27 Les organisations paysannes en question**
Jon Hellin, Mark Lundy et Madelon Meijer
- 29 S'organiser en vue de préserver les semences locales** - Malamba Clement Mwangosi
- 30 Changement de vision au South East Marlborough**
Doug Avery
- 33 Sites Web**
- 34 Bibliographie**
- 36 Des comités locaux à une association de district**
Cesar Gonzales

10 L'Association des Pisciculteurs de l'Etat de Lagos

Y. O. Basorun et J.O. Olakulehin

La pêche reste l'occupation principale des populations rurales le long de la côte et des fleuves dans l'Etat de Lagos. Mais avec la baisse progressive de la production, les populations ont commencé à s'intéresser à la pisciculture. La Lagos State Agricultural Development Authority, l'agence en charge du développement de l'agriculture a alors décidé d'appuyer cette activité au vu des énormes potentialités qu'elle représente. Les exploitants piscicoles ont vite compris la nécessité pour eux de se regrouper pour affronter ensemble leurs difficultés. Ils créent l'association des Pisciculteurs de l'Etat de Lagos composée de 10 membres. Aujourd'hui elle en compte 2400 et souhaite maintenant y intégrer les autres acteurs de la chaîne de production.

DES INSTITUTIONS, UNE VISION !

ILEIA est le centre d'information sur l'agriculture durable à faibles apports externes. Ce centre encourage l'adoption des technologies à faibles apports externes par le biais de sa revue trimestrielle LEISA et ses autres publications. Le centre appuie, par ailleurs, la mise en place d'éditions régionales du magazine. ILEIA dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations sur le développement de l'agriculture durable dans le monde (www.leisa.info).

Innovations, Environnement et Développement en Afrique est l'organisation autonome qui capitalise l'expérience du programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement. Sa mission reste de promouvoir un développement durable par la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'information en Afrique francophone. Dans ce cadre, IED Afrique propose aux partenaires différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

AGRIDAPE c'est l'agriculture durable à faibles apports externes. Cette notion est axée sur l'ensemble des choix technologiques et sociaux à la disposition des paysans soucieux d'articuler l'amélioration de leur productivité et la prise en compte des aspects environnementaux. AGRIDAPE est donc relative à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels mais aussi du maniement mesuré et maîtrisé d'intrants en cas de besoin. Il s'agit en fait de développer les capacités des individus et des communautés qui s'efforcent de se construire un avenir sur la base de leurs propres aptitudes, valeurs, cultures et institutions. Ainsi, l'AGRIDAPE tente de combiner les savoirs local et scientifique et d'influencer les formulations des politiques pour la création d'un cadre favorable à leur développement. AGRIDAPE, c'est aussi un éventail de méthodologies participatives pour une agriculture viable, prenant en compte les besoins différents et parfois divergents des divers acteurs dans un contexte fluctuant.

AGRIDAPE, un concept, une approche, mais aussi, un message politique, une vision !

Édition brésilienne *agriculturas, experiencias em agroecologia*
Rio de Janeiro, Rj Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

Site Web

ILEIA : <http://www.ileia.info>
IED Afrique :
<http://www.iedafrique.org>
<http://agridape.ileia.info>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite sur demande pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et

pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an. Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@sentoo.sn

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSI

Photo de couverture

Séance de pesée d'un groupe d'agriculteurs dans les Niayes (Sénégal).

Photo : Franck Boyer, Agence Kamikaaz

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



12 Influencer les politiques publiques : l'expérience des OP du Sénégal

Jacques Faye

Au Sénégal, la libéralisation de l'économie agricole et le désengagement de l'Etat dans certains secteurs ont poussé les organisations paysannes à mieux s'organiser. Cet article s'intéresse à l'influence que le Conseil National de Coopération et de Coordination des Ruraux (CNCR), la première et la plus grande plateforme paysanne du pays, a pu avoir dans la définition des politiques agricoles. Cette influence a souvent été concluante mais il reste encore à l'organisation d'autres défis à relever pour une participation plus significative en tant qu'acteur déterminant du monde agricole.

18 Nord-Cameroun : une OP réussit la vente groupée de tomates

Guillaume Fongang, Forbah David Nuijueh

Un acheteur et des consommateurs satisfaits, des ventes croissantes comblant les producteurs, une production de qualité, un usage de pesticides modéré. Dans la province du Nord Cameroun, une organisation de producteurs, Nowefor, s'est lancée dans la commercialisation groupée de tomates. Une réussite bâtie pas à pas, grâce à la qualité de leur produit, et leur offre groupée qui leur ont permis de conquérir de nouveaux marchés.



20 Des groupements paysans traditionnels appuient l'agriculture durable

Mihin Dollo

A Arunachal Pradesh, un Etat à l'extrême nord-est de l'Inde, vivent les groupements paysans traditionnels du peuple Apatani. Très organisés, ces groupements gèrent avec efficacité leurs ressources naturelles depuis de nombreuses années. L'Institut G.B. Pant pour l'Environnement et le Développement de l'Himalaya s'est penché sur les pratiques traditionnelles de ce peuple afin de les remettre au goût du jour. Malgré les influences externes, les Apatani reconnaissent la valeur et l'importance de leurs connaissances en matière de gestion des ressources naturelles et cherchent aujourd'hui une manière durable de les préserver.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Associations, réseaux locaux, nationaux, ou internationaux ou coopératives ; les paysans s'engagent dans différentes organisations à travers le monde. Les organisations paysannes semblent être un espace de renforcement mutuel pour faire face aux difficultés quotidiennes, influencer les décisions politiques relatives à l'agriculture, ou accéder aux marchés.

Ce premier numéro du volume 23 de AGRIDAPE examine de près ces organisations paysannes à travers plusieurs exemples qui démontrent l'intérêt et la capacité des agriculteurs à se regrouper pour échanger leur vision, leurs expériences, se former, défendre leur intérêt ou simplement solutionner leurs problèmes techniques.

Vous trouverez insérer dans ce numéro un petit guide de rédaction ainsi que les appels à contribution des 3 prochains numéros de votre magazine. Ceci constitue une initiative de l'équipe destinée à soutenir tous ceux qui veulent partager avec nos lecteurs leurs expériences agricoles. Alors plus d'hésitation ! A vos plumes

Bonne lecture.

L'un des changements les plus significatifs dans le paysage rural en Afrique francophone au cours des trois dernières décennies a été la multiplication et le développement organisationnel particulièrement importants des organisations rurales. Différentes appellations comme : organisations paysannes, organisations de producteurs, associations pastorales, groupements de promotion économique des femmes, groupements d'intérêt économique rural, etc. sont utilisées pour désigner des réalités qui, tout en gardant certaines spécifiques sont sous-tendues par le même objectif ; à savoir permettre aux populations rurales d'avoir leurs mots à dire sur les décisions qui les concernent et d'améliorer leurs conditions de vie. Une grande partie des expériences décrites et diffusées à travers AGRIDAPE s'appuient sur ces formes d'organisations formelles ou non formelles.

4

Pourquoi s'organiser ?

En Afrique francophone, en particulier dans la sous-région sahélienne, l'émergence et le développement des organisations de producteurs ont été favorisés par un certain nombre de facteurs. Le premier a trait à la sécheresse de 1972 qui avait créé une crise tellement grande que les Etats n'étaient plus en mesure de subvenir aux différentes sollicitations des populations rurales. Cette situation avait suscité une prise de conscience et l'émergence de nouveaux leaders paysans souvent jeunes et vivant dans les villes qui ont décidé de retourner dans les campagnes pour initier des actions pour rechercher des réponses collectives à travers la création d'associations de développement. Le second facteur est relatif aux programmes d'ajustement structurels lancés dans les années 1980 et qui se sont traduits dans la plupart des cas par un désengagement de l'Etat de certains secteurs comme le crédit agricole, la commercialisation des produits agricoles et la subvention des prix. Ce vide laissé par l'Etat a également contribué à renforcer les dynamiques associatives en milieu rural. Dans d'autres régions du monde, d'autres facteurs d'ordre social, économique ou politique peuvent également être évoqués pour expliquer le développement des organisations de producteurs.

Le besoin de s'organiser est souvent motivé par plusieurs facteurs. Il y a par exemple la recherche d'une plus grande performance dans la production en aidant les membres de l'association à mettre en commun leurs ressources pour un accès plus facile à certains services importants comme le crédit, les intrants, ou pour mieux organiser la commercialisation. En Afrique francophone, les coopératives ont joué ce rôle pendant très longtemps avant que la plupart d'entre elles ne sombrent dans la crise et la léthargie suite aux politiques de désengagement des Etats.

Les producteurs s'organisent également pour constituer une force de négociation pour influencer les politiques ou les décisions prises par les partenaires publics ou privés. La libéralisation de l'économie agricole, et les politiques publiques nationales de plus en plus contraintes par les accords internationaux et régionaux ont accéléré ce processus d'auto-organisation et d'autonomie (Jacques Faye ; page 12, Daouda Diagne page 23). Ce rôle est surtout joué par les organisations à caractère fédératif qui opèrent à l'échelle nationale ou sous-régionale. On peut citer l'exemple du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs en Afrique de l'Ouest (ROPPA) qui a joué un rôle important en veillant à ce que les préoccupations des petits producteurs soient prises en compte dans la Politique Agricole Commune de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Jacques Faye page 12). Elle représente également les producteurs de l'Afrique de l'Ouest dans les négociations internationales.

Mais les paysans s'organisent également pour une meilleure gestion des ressources naturelles communes dont elles dépendent. Dans les zones où le niveau de dégradation des ressources est assez élevé, les populations ont pris conscience du rôle qu'elles doivent jouer pour inverser cette tendance. Elles le font en s'organisant et en définissant des règles communes dont le respect peut aider à sauvegarder les activités agricoles (Krujissen, Keizer et Giuliani page 6).

Le besoin de s'organiser peut également être motivé par le souci de bénéficier de certains services comme la formation, le conseil agricole ou le partenariat avec la recherche. Aujourd'hui la formation et le Conseil agricoles prennent une dimension de plus en plus importante dans un contexte où les petits producteurs sont insérés

malgré eux dans les marchés globalisés où ils doivent faire face à une compétition de plus en plus féroce. Aujourd'hui l'évolution du contexte fait que la demande et l'offre de formation deviennent de plus en plus diversifiés. Aux thèmes classiques sur les techniques de production, s'ajoutent maintenant d'autres portant sur le diagnostic et le développement organisationnel, la gestion de l'information, le budget de la famille (Daouda Diagne page 23), les techniques de transformation, le plaidoyer, etc.

Aujourd'hui l'approche basée sur l'offre fait de plus en plus place à une demande plutôt basée sur la demande, car une grande partie des organisations paysannes faitières nationales ont atteint un niveau de développement qui leur permet de définir elles-mêmes le type d'appui dont elles ont besoin. Elles sont maintenant capables de discuter avec les organismes de recherche et de conseil agricole pour développer avec eux aussi bien le contenu que l'approche à adopter dans la fourniture des services. C'est d'ailleurs ce principe basé sur le partenariat qui organise la nouvelle approche en matière de vulgarisation agricole, maintenant appelée conseil agricole.

Il faut rappeler également que les organisations de producteurs se sont bien appropriées le discours et les approches de la participation. Ce qui fait que le débat en leur sein met de plus en plus l'accent sur les aspects de transparence, d'inclusion et de besoin de rendre compte de la part des leaders chargés de gérer le patrimoine commun. Sur la question de l'inclusion, les femmes membres de ces structures revendiquent une place de plus en plus importantes et un accès plus facilité aux terres. Elles développent des stratégies axées sur le renforcement de leur indépendance économique à travers la mise en place d'activités autonomes génératrices de revenus, la création d'institutions de micro-finance pour trouver les ressources nécessaires au financement de leurs activités étant donné qu'elles sont généralement exclues du système de crédit formel.

Leadership

Ce développement des organisations paysannes pose la question du leadership et celui de la circulation de l'information entre le sommet et la

base. Car plus l'organisation se développe, plus il y a un risque d'un éloignement de la sphère de décision de la base. Ce problème se pose quelquefois avec les organisations dites faitières qui regroupent plusieurs organisations à la base. En l'absence d'un bon système d'information et des mécanismes huilés pour rendre compte, on assiste à des organisations très fortes au sommet mais faibles à la base. Les organisations réussissent avec plus ou moins de succès à surmonter cette difficulté en fonction des types de dirigeants dont elles disposent et du niveau d'organisation et de prise en conscience des organisations membres qui connaissent leurs droits et qui s'organisent pour que les leaders rendent compte régulièrement de leurs actions. Dans ce cadre le rôle des structures extérieures d'appui doit être mentionné. Dans certains cas, lorsque l'appui n'est pas bien réfléchi et organisé, il peut se traduire par une situation de dépendance qui amène l'organisation d'appui à jouer un rôle central dans la définition des orientations stratégiques de l'organisation bénéficiaire. Une telle approche malheureusement encore courante met en danger la durabilité à long terme de l'organisation bénéficiaire. Il existe même des situations où la création de l'organisation bénéficiaire est une initiative d'un organisme d'appui extérieur. De telles pratiques sont courantes dans le milieu des ONG et conduisent souvent à des concurrences voire des compétitions avec des organisations préalablement existantes et bien ancrées dans le tissu socioculturel local.

Heureusement, il existe à côté d'autres organisations d'appui conscientes de ces risques et qui apportent un soutien essentiellement orienté vers le renforcement des capacités et en se gardant de ne pas être trop directives dans leurs relations avec l'organisation bénéficiaire.

Limites et difficultés des organisations rurales

Les organisations rurales, en fonction de leur taille, des types d'activités qu'elles mènent, de leur localisation géographique, rencontrent des difficultés de différentes natures. Il y a d'abord le problème des ressources financières qui limitent les capacités d'intervention et les types de services qu'elles peuvent rendre à leurs membres. Ce problème est très marqué dans les organisations de base qui, contrairement aux organisations faitières, ne bénéficient généralement pas de l'appui extérieur et doivent se contenter des maigres contributions financières de leurs membres.

Il y a ensuite les contraintes liées aux faibles capacités techniques car la majorité des membres des organisations rurales en Afrique francophone sont analphabètes. Or l'accès à l'information est un besoin critique pour permettre aux organisations de mieux planifier les actions. Mais généralement, cette situation d'analphabétisme et cette difficulté d'accès à l'information pour les populations rendent la situation plus complexe

En outre, beaucoup d'organisations rurales n'ont pas une vision claire à long terme qui s'appuie sur une définition d'orientations stratégiques. Cette situation amène beaucoup d'organisations à faire du pilotage à vue et à saisir les opportunités au fur et à mesure qu'elles se présentent sans les lier à un projet de société clair. Aujourd'hui en Afrique, beaucoup de jeunes issus du milieu rural n'entrevoient pas leur avenir à travers l'agriculture et pensent plutôt trouver un travail en ville ou émigrer hors de leur pays d'origine. Les organisations rurales ne sont pas encore parvenues à leur dessiner une alternative viable, or ce sont ces jeunes qui doivent constituer la relève et les leaders paysans de demain.

Par ailleurs, en Afrique francophone, où les politiques de décentralisation sont solidement ancrées, on note une très faible articulation entre les organisations paysannes et les gouvernements locaux. Or une plus grande synergie devrait aider les collectivités locales à s'intéresser davantage à ces organisations qui constituent leur prolongement naturel en particulier pour ce qui concerne l'information, la sensibilisation et la formation de leurs membres sur les aspects liés à la décentralisation, la gestion des ressources naturelles et la citoyenneté. Cette articulation devrait également aider à une meilleure prise en charge de la question liée à l'accès au foncier dont la gestion est confiée aux gouvernements locaux dans certains pays.

Perspectives

Les organisations paysannes et de producteurs en Afrique francophone font face à un certain nombre de défis et de perspectives.

Elles vont continuer à jouer un rôle de plus en plus important au niveau sous-régional et régional et vont prendre une part de plus en plus active dans la formulation des politiques agricoles. Mais cette fonction nécessite beaucoup de capacités en termes de formation, de recherche, d'accès à l'information et de négociation. Jusqu'à présent, les organisations

paysannes font face en faisant appel à une expertise extérieure qui les appuie dans la réflexion, la recherche et la construction de leur argumentaire. Mais à moyen et long terme, pour asseoir leur plus grande autonomie, il s'agira pour les organisations paysannes de se doter de ressources humaines propres capables d'agir en lieu et place de l'expertise extérieure.

En outre avec la globalisation de l'économie et l'ouverture des économies des Etats africains à la concurrence, les organisations paysannes devront renforcer leur pouvoir économique pour permettre une meilleure organisation de leurs membres grâce à la mise à disposition de services qui peuvent contribuer à améliorer la qualité des produits et garantir des prix intéressants. Ces services incluent les infrastructures de stockage et de transport, les emballages, la transformation et le contrôle de qualité qui sont devenus des éléments importants du commerce mondial.

Le développement des technologies de l'information et de la communication offre également des opportunités qui pourraient permettre aux organisations paysannes d'améliorer l'efficacité de leurs interventions dans le futur. En effet, un accès facilité à ces supports en milieu rural permet aux organisations paysannes de diffuser auprès de leurs membres et à temps réel des informations cruciales qui peuvent leur permettre de mieux orienter leurs décisions. Ces informations peuvent porter sur les prix de différents produits dans différents marchés du pays, l'identification d'une nouvelle opportunité de marché, les prévisions météorologiques, la mise en relation entre différents groupes ou associations paysannes pour l'échange de leurs produits, etc. (Jon Hellin, Mark Lundy et Madelon Meijer, page 25)

Pour conclure

Les organisations paysannes jouent un rôle important dans la mise en œuvre des politiques agricoles. Etant donné les avantages qu'elles offrent en termes d'une meilleure proximité avec les producteurs, une bonne connaissance du milieu rural et une grande capacité de mobilisation sociale, celles-ci devraient bénéficier de plus d'attention de la part des Etats dont elles prolongent et renforcent les actions.



ENSEMBLE POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Froukje Kruijssen, Menno Keizer et Alessandra Giuliani

L'accès aux marchés performants reste une bataille à gagner pour favoriser le développement des populations les plus démunies et une meilleure conservation de la biodiversité agricole.

6 Pour les petits exploitants, vendre leurs produits frais et transformés signifie emprunter un chemin semé d'embûches. D'abord, ils ne jouissent que d'un accès limité aux ressources physiques et financières. Il leur est donc plus difficile de développer leur échelle de production -ce qui réduirait les charges- ou d'investir dans des technologies qui optimisent la productivité et créent de la valeur ajoutée. La question de l'échelle signifie aussi qu'il sera difficile de commercialiser un produit de manière efficace, compte tenu des coûts de transport/manutention et des investissements fixes. Parfois, la pénurie de main d'œuvre que peuvent pallier des technologies relativement simples, empêche les agriculteurs à s'engager dans des activités à haute valeur ajoutée. D'autre part, les petits exploitants n'ont généralement pas beaucoup de compétences techniques et n'ont pas accès à la formation en matière de production, transformation de produits, ou encore aux informations sur les besoins du marché. Enfin, les agriculteurs pris individuellement manquent de pouvoir de négociation, et donc, toute valeur ajoutée à leur produit par la transformation ou l'emballage ne leur profite pas nécessairement, puisque les bénéfices sont inégalement répartis entre tous les acteurs de la chaîne de commercialisation. Cela est particulièrement vrai pour les produits saisonniers et hautement périssables à cause des hausses soudaines de l'offre et de la durabilité relativement faible de ces produits. Les économies d'échelle que favorise la mise en place d'organisations communautaires de base peuvent cependant servir de solutions à ces problèmes. A travers une action concertée, les petits exploitants peuvent mettre en commun leurs ressources et commercialiser leurs produits surmontant ainsi les coûts commerciaux propres à la production de petite échelle. Ce genre d'organisations permet d'améliorer l'accès aux ressources (intrants, crédit, formation, transport, information), d'augmenter leur pouvoir de négociation.



Des machines à corde ont été prêtées à des membres de groupe, de sorte qu'elles puissent fabriquer des nattes et d'autres produits. Photo : M. Keizer.

Biodiversity International (autrefois connu sous le nom de International Plant Genetic Resources Institute) a conduit plusieurs études afin de mieux comprendre l'application des approches de marché dans la gestion de la biodiversité agricole in situ et l'amélioration des moyens de subsistance. Plusieurs études de cas ont été développées sur différentes espèces, variétés, et produits dérivés, dont des espèces sous-utilisées et des produits de base de plusieurs régions du monde.

Le cowa thaïlandais

Une coopérative de femmes dans la province de Chanthaburi, en Thaïlande, transforme plusieurs produits tirés de fruits tropicaux dont le *Garcinia cowa*, mieux connu sous le nom de cowa. Ce groupe, mis sur pied depuis plus de 20 ans, s'est récemment joint au programme «*One Tambon One Product*», conçu par le gouvernement thaïlandais. L'idée est de baser la production sur les importantes ressources locales afin de promouvoir le tourisme au niveau du village et accroître les revenus des populations avec la

vente de ces produits. Forte de 40 membres aujourd'hui, la coopérative a été créée suite à la destruction par une tempête des arbres fruitiers de mangoustan et de durian. Les fruits qui n'avaient pas encore atteint maturité sont tombés et ne pouvaient plus être vendus comme produits frais. Des femmes ont alors décidé de transformer les fruits. Le bureau local de la vulgarisation agricole a encouragé ces femmes à transformer plus fréquemment à partir de leurs domiciles et à ajouter d'autres fruits. Par exemple nous avons le plat local appelé *Moochamung*, qui se compose de feuilles du *cowa*, cultivé dans des potagers ou dans la nature, de viande de porc et d'autres ingrédients que l'on trouve presque essentiellement dans les jardins potagers des femmes. Le produit est mis en conserve, étiqueté et vendu dans des boutiques et marchés que fréquentent les touristes.

Les membres peuvent acheter des actions de la coopérative et les bénéfices leur sont redistribués annuellement. Ils perçoivent également des salaires pour leurs activités de transformation, et ont également accès à des facilités de crédit. La création de cette organisation permet d'accroître de manière substantielle les revenus des membres et pallie l'offre excédentaire de certains fruits. Par ailleurs, les populations peuvent maintenant profiter de la formation afin de pouvoir certifier l'hygiène et la salubrité de leurs produits.

Le kokum indien

Le kokum (*Garcinia indica*) est un arbre fruitier sous exploité, originaire du Ghats occidental, en Inde, et qui pousse surtout dans les parties ouest de Maharashtra, Karnataka, Kerala et de Goa. Le fruit est utilisé pour traiter l'obésité ; l'écorce sert d'acidifiant et de colorant culinaires et la graisse extraite de la graine aide à la préparation de produits de beauté et de confiserie. Dans l'Uttara Kanada, les exploitants de kokum rencontrent beaucoup de difficultés à cause des lois imposées par le Forest Department (Service forestier). En effet, les lois ne permettent l'exploitation forestière qu'avec une autorisation qu'on ne peut obtenir que par voie d'appel d'offres. Les exploitants non organisés ne sont en général

pas en mesure d'obtenir ces permis. Dépendant des ressources forestières pour leur subsistance, ils sont obligés de cueillir illégalement le produit et de vendre à travers des intermédiaires titulaires des licences idoines. Ceci, sans aucun doute, limite leur pouvoir de négociation. Le prix de ces fruits a chuté de façon drastique et la tendance continue, diminuant ainsi le nombre d'individus qui s'adonnent à cette activité. Pour ces personnes, qui vivent déjà en deçà du seuil de pauvreté et qui continuent de dépendre de la forêt, l'impact sur leurs moyens de subsistance est négatif. La nécessité d'une action concertée est évidente et leur permettrait d'obtenir une licence collective, mais cette approche nécessite une intervention publique et un renforcement des capacités.

Les produits de la noix de coco au Vietnam

Dans le village de Tam Quan Nam, une communauté pauvre exploitant les noix de coco dans la province de Bin Dinh au Vietnam, Biodiversity-COGENT (Réseau de ressources génétiques de la noix de coco) met en œuvre un projet de réduction de la pauvreté. Avec le soutien du projet, des membres d'une organisation communautaire ont eu la possibilité d'augmenter la productivité en substituant les vieilles techniques manuelles et à forte intensité de main d'œuvre par le traitement des écorces de noix de coco. Le projet a mis à leur disposition un prêt collectif sous la forme de machines à décortiquer, afin de transformer la noix de coco en fibres. En outre, 150 machines servant à la confection de cordes à partir de fibres ont été prêtées aux membres à titre individuel. Les membres de l'organisation se portent volontaires pour vendre le produit brut (les écorces de la noix de coco) à l'organisation à des prix légèrement moins élevés qu'ailleurs. En échange, ils bénéficient de revenus accrus et plus stables grâce à la confection de cordes et de paillasons fabriqués collectivement et mis en vente. Grâce à un volume de production supérieur et à la diversité des produits, l'organisation jouit d'un pouvoir collectif de négociation plus fort que ne l'auraient eu les membres pris individuellement. L'action concertée tisse également des liens d'amitié et de confiance entre les membres, qui, autrement, se seraient considérés comme des concurrents. L'équipe de gestion quotidienne de l'organisation se charge du fonctionnement des batteuses et décortiqueuses. Tous les matins, les membres font la queue afin de recevoir leur stock de fibres qu'ils transforment en corde à l'aide de leurs machines de tressage. L'organisation rachète ensuite ces cordes (le coût de la fibre est déduit) qui sont ensuite transformées en

divers produits (paillasons et autres textiles). La manufacture de ces produits dérivés permet souvent d'employer beaucoup plus de personnes non membres de l'organisation. Comprenant que leurs meilleurs revenus proviennent des produits à base de coco, les paysans prennent davantage soin de leurs plantations, et s'engagent dans la conservation des arbres, ce qui contribue à conserver la diversité génétique de la noix de coco dans la région.

Le savon de laurier en Syrie

Dans les régions montagneuses de Syrie, les villageois cueillent les baies de laurier (*Laurus nobilis*) des arbres qui poussent naturellement dans la nature. L'huile extraite de ces baies est utilisée depuis des siècles dans les préparations cosmétiques traditionnelles de la Syrie. Des méthodes millénaires sont utilisées pour produire l'huile et le savon de *ghar* (laurier). Une loi forestière interdit la cueillette des laurier dans les bois pour usage commercial, mais aussi la culture de ces baies en domaine privé. Néanmoins, le laurier est cueilli en forêt pour la vente et il existe un accord informel entre les différents exploitants quant à l'accès aux arbres. L'huile est extraite manuellement, grâce à un processus fastidieux entrepris généralement par les femmes et les enfants dans l'enceinte même des jardins potagers. Le fabricant local de savon tout comme le commerçant achètent toujours l'huile auprès de la même famille. En raison de la méfiance entre producteurs et commerçants, ces derniers font chuter les prix d'achat, tandis que les producteurs s'attellent à réduire la qualité de l'huile, installant ainsi un manque de confiance encore plus grand. La formation de groupes de producteurs, qui permettrait de stabiliser l'offre ainsi que les prix est également découragée par la loi, limitant ainsi les possibilités de culture et de commercialisation des produits dérivés du laurier. L'offre reste donc faible, éclatée, et de piètre qualité, forçant les fabricants de savon à importer l'huile depuis la Turquie.

Dans le village de Kassab, au nord-ouest de la Syrie, un producteur de savon a réussi à rassembler un groupe d'exploitants vivant dans les zones forestières. Il produit un savon de haute qualité pour le marché local comme pour l'export, et crée ainsi des opportunités d'emplois pour les populations, tout en améliorant les moyens de subsistance des familles qui dépendent du laurier. Ce savonnier a essayé de faire face aux difficultés et confusions qui existaient par rapport aux législations forestières en engageant les villageois dans un lobbying intense afin d'améliorer les

lois régissant l'exploitation durable des ressources de la forêt et la culture en domaine privé. Ceci permettra à long terme de mieux conserver la biodiversité de cette ressource.

Action concertée et moyens de subsistance

Les cas étudiés démontrent que l'action concertée est un processus social qui peut être enclenché par plusieurs facteurs. Des groupes de personnes apprennent à travers un processus, définissent ensemble les problèmes, recherchent et exécutent des solutions, et évaluent le bien fondé d'une solution par rapport à une pratique spécifique. Dans ce cadre, on parle souvent « d'apprentissage social ». Le cas du cowa en Thaïlande montre comment un groupe de femmes a initié la transformation de fruits afin de tirer profit de leurs ressources. Le succès initial, combiné à des valeurs communes bien partagées, et à la confiance au sein du groupe, a permis de renforcer davantage le processus d'apprentissage social. Ce cas montre que ce procédé peut être un point de départ pour l'institutionnalisation de l'action concertée - les agences gouvernementales et les ONG interviennent ensuite pour renforcer les capacités et offrir une assistance technique. L'on peut affirmer que les activités menées ont connu un franc succès en termes de performances économiques et de conservation de la biodiversité.

Certaines communautés dont il est question dans les études de cas ci-dessus ne disposent pas encore de mécanisme permettant d'enclencher le processus d'action concertée. Par exemple, en Inde où la législation rend la cueillette du kokum difficile à un niveau individuel, la création d'organisations paysannes pourrait être un moyen d'autonomisation des populations. Celles-ci, tout comme les communautés en milieu montagneux syrien, n'en sont qu'à leurs premiers pas dans le processus d'apprentissage social. Le cas du laurier démontre que d'une part, les lois rendent la concertation plus difficile, et, met en exergue d'autre part la nécessité de créer des conditions de négociation (à travers la concertation entre tous les acteurs de la chaîne de commercialisation du laurier) afin de résoudre les conflits entre les législateurs et les populations.

Lorsque la concertation n'est pas initiée par les communautés elles-mêmes, ou par des projets externes, comme le projet de la noix de coco au Vietnam, elle peut l'être par d'autres facteurs ou acteurs se situant à un niveau plus bas dans la chaîne de commercialisation. Les pionniers sont souvent des gens motivés par le

commerce et le gain. Il est donc plus difficile de s'assurer que tous les membres de la communauté vont en tirer profit. Cela ne signifie pas nécessairement que les populations devraient être dans une situation pire ; en effet, un partenariat fiable avec une personne intervenant dans le secteur commercial pourrait garantir des débouchés pour leurs produits. Dans l'exemple du savonnier, ce dernier qui a initié le processus reconnaît l'interdépendance qui régit les relations entre tous les acteurs de la chaîne. La création des organisations de producteurs a été mue par la nécessité d'un engagement plus actif des producteurs ou ramasseurs en faveur d'une meilleure qualité des produits, d'une offre stable et de meilleures régulations du marché. Il est presque toujours nécessaire de disposer d'une personne clé, motivée, dotée d'un esprit d'initiative pour commencer le processus d'action concertée, et dont l'impact sur la création et le fonctionnement de l'organisation est réel. Un ramasseur ou une autre personne en aval de la chaîne peut jouer ce rôle indifféremment.

L'action concertée peut créer une chaîne commerciale plus efficace, plus stable et apte à garantir une distribution efficace. En tant que groupe, les producteurs sont en mesure de fournir une matière première de meilleure qualité et de façon plus stable, ce qui améliore l'efficacité économique de la chaîne commerciale. Dans tous les cas, le renforcement de la confiance et des liens de solidarité entre les divers acteurs est déjà présente ou du moins attendue, que ce soit à l'intérieur des groupes ou de manière transversale. Le pouvoir de négociation et l'accès aux marchés pour les membres du groupes sont rendus possibles grâce à la mise en place de relations avec les acteurs de la chaîne (échoppes, commerçants et transformateurs pour le kokum, le savonnier pour le laurier, et les utilisateurs finals pour les produits à base de fibres de noix de coco). La répartition des profits est donc équitable sur toute la chaîne commerciale.

L'action concertée et la biodiversité

Les études de cas illustrent également l'importance de l'action concertée dans le maintien de la biodiversité au sein même de l'exploitation. Dans le cas du laurier (ramassage dans la nature), la concertation a développé la prise de conscience des populations sur la nécessité de méthodes de cueillette durables et celle de la production d'espèces commerciales. A partir de là, on peut espérer que la biodiversité liée à ces espèces et variétés sauvages locales sera préservée. Dans le cas des fibres de noix de coco, le processus d'apprentissage social a permis de prendre conscience de la nécessité de lier et de combiner les réglementations relatives à la conservation de la biodiversité avec l'exploitation économique. Ayant constaté que la fibre de noix de coco pouvait être transformée en produits de valeur, les populations accordent désormais plus d'importance aux cocotiers, ce qui les motive à conserver et préserver les variétés locales de noix de coco. Le même scénario est observé dans le cas du cowa où la transformation de produits locaux encourage à semer de jeunes plants de cowa. Le cas du kokum, lui, montre que lorsque les ramasseurs ne peuvent plus utiliser ou tirer profit de certaines espèces en raison d'obstacles dans la chaîne commerciale, leur intérêt à conserver ces espèces s'éteint.



Le Kokum, ramassé de façon sauvage, a des usages multiples. Photo : F. Kruijssen

Les différentes études de cas ont montré qu'une meilleure participation au marché peut, éventuellement, changer la manière dont les agriculteurs utilisent la biodiversité agricole. Cela stimule donc la conservation de la biodiversité de l'exploitation, bien que cette relation ne soit pas toujours aussi forte ou directe. Ces études ont également montré que l'implication des producteurs et ramasseurs dans le processus d'apprentissage social est importante pour une plus grande viabilité de l'environnement. Si l'engagement des autres acteurs de la chaîne commerciale est également assuré, ce processus peut consti-

tuer la base de la confiance et de la solidarité (capital social) nécessaires à la diminution des risques individuels. Cette réduction des risques, à son tour, est fondamentale dans la facilitation de l'investissement à long terme, car elle permet des récoltes durables et des investissements en technologies de transformation et matériels de culture.

*Froukje Kruijssen. Associate scientist, Bioversity International, Regional Office for Asia, the Pacific and Oceania. P.O. Box 236, UPM Post office, 43400 Serdang Selangor Darul Ehsan, Malaysia.
E-mail : f.kruijssen@cgiar.org*

*Menno Keizer. Regional Marketing Advisor East Africa, VECO. P.O. Box 7844, Kampala, Uganda.
E-mail: veco-ug@veco-uganda.org*

*Alessandra Giuliani. Consultant, Bioversity International, Hohgantweg 5, 3012 Bern, Switzerland.
E-mail : giuliani.ale@gmail.com*

Références

- Bosc, P. M., D. Eychenne, K. Hussein, B. Losch, M.R Mercoiret, P. Rondot, et S. Mackintosh-Walker, 2002. *The role of rural producer organisations in the World Bank rural development strategy. The World Bank Rural Development Strategy Background Paper No. World Bank, Washington D.C., U.S.A.*
- Giuliani A., in press. *Developing markets for agrobiodiversity: Securing livelihoods in dryland areas. Earthscan Publications, London, U.K.*
- Keizer, M., 2005. *Increasing livelihood opportunities through market research and strengthening of market channels: Conduct of market surveys and development of market channels. In: Batugal, P. et J.T. Oliver (eds.), Poverty reduction in coconut growing communities Volume III: Project achievements and impact. IPGRI-APO, Serdang, Selangor, Malaysia.*
- Koelen, M. et E. Das. 2002. *Social learning: A construction of reality.. In: Leeuwis, C. et R. Pyburn (eds), Wheelbarrows full of frogs: Social learning in rural resource management. Van Gorkum, Assen, The Netherlands.*
- Kruijssen, F. et S. Somsri, 2006. *Marketing local biodiversity in Thailand: Identification of a possible good practice for on-farm biodiversity management of tropical fruit trees. Article soumis au Deutscher Tropentag, "Prosperity and Poverty in a Globalised World-Challenges for Agricultural Research", 11-12 octobre 2006, Bonn, Allemagne. <http://www.tropentag.de/2006/abstracts/full/221.pdf>*



MAINTENIR LES POPULATIONS DANS LEUR TERROIR

Annette Aurélie Desmarais

“ La Vía Campesina nous a appris que nous n’étions pas les seuls à lutter. Par mondialisation il faut entendre l’appauvrissement de la majorité des communautés [mais] il nous faut mondialiser cette lutte pour la justice, pour la survie et le développement des communautés. Il nous faut mondialiser cette lutte au niveau des communautés les plus pauvres, où qu’elles se trouvent.”

Servando Olivarría Saavedra
Dirigeant de l'UNORCA
Etat de Sonora, Mexique.

Ces paroles sorties de la bouche d'un paysan du Mexique, donnent un aperçu du véritable rôle de La Vía Campesina. C'est un Mouvement international qui réunit 149 organisations de paysans, de 56 pays d'Asie, des Amériques, d'Afrique et d'Europe. C'est le mouvement paysan le plus grand et le plus important qui ce soit créé au cours de ces dernières années. Depuis 1993, La Vía Campesina se consacre à mettre en place un modèle totalement différent de développement rural qui aide à maintenir les familles agricoles à la campagne et à faire émerger des communautés rurales pleines de vie qui produisent des aliments sains, respectent la diversité et qui sont fondées sur la justice sociale.

L'organisation insiste sur huit questions d'intérêt spécial pour les familles paysannes où qu'elles se trouvent : l'autosuffisance alimentaire et la commercialisation des produits agricoles, la biodiversité et les ressources génétiques, les droits des travailleurs agricoles migrants, une agriculture durable, l'égalité des sexes, la réforme agraire, les droits humains en milieu rural et l'agriculture durable axée sur le paysan.

L'autosuffisance alimentaire est au cœur du modèle de développement de La Vía Campesina si l'on tient compte du fait que l'alimentation est un droit humain fondamental. La Vía Campesina estime que cette autonomie ne peut se réaliser que par le biais d'une véritable réforme agraire qui garantit aux paysans, aux petits exploitants agricoles, aux populations autochtones et aux femmes rurales un meilleur accès aux ressources telles que la terre, l'eau, les semences, le crédit, la recherche agricole et les services de vulgarisation, ainsi qu'à leur contrôle.

UNORCA-Mexique

La Union Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas (UNORCA) : l'Union nationale des organisations paysannes régionales autonomes, est une fédération nationale qui réunit 2700 organisations de 23 Etats du Mexique et au total plus de 400 000 familles agricoles. L'objectif principal de l'UNORCA est de répondre à

la demande de l'ensemble de ses membres au niveau national en vue de contribuer au maintien des populations à la campagne ainsi qu'à leur bien-être, grâce aux politiques nationales. Il s'agit là d'une lutte difficile et acharnée, compte tenu, particulièrement, des changements spectaculaires intervenus dans l'agriculture mexicaine depuis la création de l'UNORCA, en 1985.

En bref, depuis les années 1980, le gouvernement mexicain prend d'importantes mesures visant à intégrer le pays dans le marché mondial. Aujourd'hui, le Mexique se vante d'avoir passé huit accords de libre-échange englobant 24 pays, sur trois continents, dont le plus réputé est l'accord de libre-échange avec l'Amérique du Nord. Cet accord a annoncé la création d'opportunités d'emplois et une réduction de la pauvreté rurale mais les agriculteurs et les populations des zones rurales en ont très peu profité. La "libéralisation" de l'agriculture a ouvert les frontières aux importations alimentaires, accompagnées du démantèlement des prix garantis aux producteurs et d'une réduction considérable des intrants subventionnés.

Face à cette situation, l'UNORCA a commencé à participer à des échanges avec des organisations agricoles d'Amérique Centrale, des Etats-Unis et d'Amérique du Sud pour voir ce qui se passait dans les zones rurales des autres pays. Ayant constaté des situations similaires ailleurs, l'UNORCA s'est tout de suite rendu compte de la nécessité de collaborer avec d'autres organisations rurales opposées à la mondialisation de l'agriculture. L'UNORCA a collaboré avec La Vía Campesina alors qu'elle organisait sa deuxième conférence internationale à Tlaxcala, Mexique, en avril 1996, et, depuis lors, elle joue un rôle prépondérant : elle est chargée de la commission internationale de travail de La Vía Campesina sur la biodiversité et les ressources génétiques et elle fait également partie des coordinateurs régionaux pour la région d'Amérique du Nord. Son travail consiste, en grande partie, à exercer une pression sur le gouvernement mexicain et à fournir des services à ses organisations membres. Comme l'a fait remarquer un des responsables : « l'UNORCA nous sert de diverses manières : elle nous tient informés, nous dispense une formation, nous permet de nous inspirer d'autres expériences vécues dans l'ensemble du pays et d'être représentés au niveau national. »

Stratégies efficaces

L'UNORCA représente une grande diversité d'organisations à travers le pays et pour être efficace dans son travail, il lui faut équilibrer les divers intérêts de ses membres. Pour ce faire, elle a mis en place une structure démocratique qui répartit de manière

équitable les pouvoirs de décisions. L'UNORCA a également adopté plusieurs stratégies pour maintenir les populations sur le terrain et pour améliorer leur bien-être des communautés rurales. Les stratégies sont différentes d'une région à l'autre. Dans le Chiapas, les organisations s'occupent essentiellement des réformes agraires, de l'autonomie des communautés autochtones, de la gestion de ressources naturelles et des droits humains. Dans le Michoacán, l'organisation locale a créé une entreprise commerciale chargée de l'exportation de fruits vers les Etats-Unis. En même temps, l'organisation a acquis un esprit d'initiative, des connaissances et une expérience et la communauté locale montre à présent des signes d'une plus grande stabilité grâce à l'augmentation du nombre d'emplois. A Quitana Roo, les organisations participent à des projets d'agroforesterie.

L'UNORCA insiste sur la formation de nouveaux dirigeants par le renforcement des capacités aux niveaux local et régional. Il apprend à sa jeunesse à analyser ce qui se passe à travers le monde et à se poser en leader communautaire, en vue d'une rotation constante dans les postes de direction. Elle fait subir la même formation aux femmes rurales organisées au sein de l'association des femmes mexicaines, membre de la coalition nationale de l'UNORCA, qui a créé de nombreux groupements féminins d'épargne et de crédit dans les zones rurales.

Les responsables de syndicats sont persuadés que la mobilisation est l'une des stratégies les plus importantes pour apporter des changements à la campagne. De l'avis d'un leader, « la résistance doit être constante. Nous avons besoin de tous les modes de pressions politiques ainsi que de la mobilisation de l'opinion publique. » En d'autres termes, la mobilisation doit être générale, avec la participation de tous les secteurs de la société. En conséquence, lorsque la nouvelle phase de l'accord de libre-échange avec l'Amérique du Nord a démarré en 2003, l'UNORCA a organisé d'importantes manifestations pendant deux mois qui ont amené le gouvernement mexicain à entamer des négociations avec les chefs de file du secteur agricole. Des manifestations similaires s'organisent aujourd'hui pour protester contre la flambée des prix des denrées alimentaires.

Comme tous les membres de La Vía Campesina, l'UNORCA soutient que la crise agricole est intolérable et qu'un nouveau modèle de développement rural est absolument nécessaire. Ses membres estiment que le changement n'est possible que s'ils s'organisent pour agir ensemble.

Annette Aurélie Desmarais
Assistant Professor, Department of Justice Studies,
University of Regina, Regina, Saskatchewan, Canada.
E-mail : Annette.desmarais@uregina.ca

L'ASSOCIATION DES PISCICULTEURS DE L'ETAT DE LAGOS

Y. O. Basorun et J.O. Olakulehin



Certains membres de l'association au cours d'une réunion récente. Photo : J. O. Olakulehin.

Souvent considérée comme le centre économique du pays et de l'Afrique de l'Ouest, l'Etat de Lagos se situe au sud-ouest du Nigeria, s'étalant complètement dans la zone de forêt pluviale des tropiques humides. La côte s'étend sur 180 km pour une petite surface habitable (à peu près 3577 Km²), dont les 22 % sont occupés par des lacs, fleuves et bras de mer. On estime le nombre de familles paysannes à 350 000, et la pêche reste l'occupation principale des populations rurales le long de la côte et des fleuves, devant de peu les cultures de plein champ. Malheureusement, la production de poissons n'est pas aussi importante qu'elle devrait, et elle a encore chuté ces dernières années. En 2005, la production annuelle s'élevait à 18000 tonnes. Cette production est loin d'être suffisante et aujourd'hui environ 80 % du poisson consommé à Lagos est importé. Les populations ont commencé à s'intéresser à la pisciculture justement à cause de la faible production. La Lagos State Agricultural Development Authority, l'agence en charge du développement de l'agriculture s'est rendue compte de la possibilité d'accroître la production tout en créant des emplois, et en augmentant les sources de revenus des citoyens. L'agence a

inclus la pisciculture dans ses programmes de vulgarisation, traitant les questions telles que la préparation des rations alimentaires avec des ingrédients locaux et la construction d'étangs avec des matériaux locaux. L'agence s'est également penchée sur l'intégration de la pisciculture commerciale et des activités quotidiennes de la population citadine, la production d'alevins, le marketing, la tenue de registres et les mécanismes de crédit auprès des institutions financières.

Le nombre d'exploitations piscicoles est passé de 500 en 1997 à plus de 2000 en 2004, tandis que la surface totale consacrée à ces exploitations est passée de 150 à 330 hectares. La pisciculture produit aujourd'hui environ 9500 tonnes par an. Elle a été présentée comme une activité à faible apport externe, qui bénéficie des ressources naturelles locales et des conditions climatiques optimales dans la zone : une nappe phréatique élevée presque partout dans l'Etat, une bonne structure du sol, une texture appropriée à la construction d'étangs, des résidus domestiques en abondance qui peuvent facilement être convertis en aliments pour les

poissons. Dans ces conditions, la pisciculture n'a presque pas de besoins externes pour une production optimale.

La nécessité d'unir les efforts

Cependant, le nombre croissant de pisciculteurs a également apporté son lot de problèmes. Contrairement aux pêcheurs qui vivent souvent dans une communauté le long de la côte et sont culturellement liés, les pisciculteurs viennent d'horizons socioculturels complètement différents (surtout en ville) ; seule l'activité leur sert de dénominateur commun. Certains pêcheurs s'organisent pour acheter les intrants en gros ou forment des coopératives afin de faciliter l'accès au crédit et aux marchés. Cette démarche est plus difficile pour les pisciculteurs parce qu'ils ne sont pas concentrés dans un endroit déterminé. De même, la dissémination des techniques améliorées de culture reste un problème pour les agents de vulgarisation parce que les pisciculteurs sont dispersés. La pratique consistant à développer des étangs en milieu résidentiel

tout en étant impliqué dans d'autres activités commerciales pose un problème aux agents qui sont ainsi obligés de rencontrer les exploitants pendant leurs heures de travail.

C'est seulement quelque temps après le début de leur expérience que certains pisciculteurs ont compris les inconvénients de leur situation : accès limité aux services de vulgarisation, dépendance vis-à-vis des intermédiaires (qui déterminent le prix d'achat des produits), inflation affectant le prix des intrants et aucune chance de partager ses idées et expériences. Tout cela se reflétait évidemment sur leurs bénéfices. Pour le pisciculteur indépendant, les coûts de production et le prix de ventes s'équilibrent presque. En outre, les pisciculteurs ont compris que le manque d'unité les empêche d'être bien représentés dans les moments cruciaux, comme lors de la journée mondiale de l'alimentation ou dans les activités de lobbying.

L'Association des Pisciculteurs de l'Etat de Lagos

Les problèmes mentionnés ci-dessus sont devenus tellement importants que l'Agence de Développement de l'Etat de Lagos a dû intervenir pour promouvoir la création d'une association de pisciculteurs en 2004. En plus de fournir des services de vulgarisation, l'agence a décidé de mettre en relation des personnes qui ne se connaissaient pas et qui vivaient loin les uns des autres. L'Association des Pisciculteurs de l'Etat de Lagos a été mise sur pied avec 10 membres, tous convaincus qu'en travaillant ensemble ils seraient en mesure d'avoir un meilleur accès aux intrants, marchés, et crédit. L'agence leur a offert un soutien institutionnel sous forme de matériel de bureau pour les comptes rendus de leurs réunions, ainsi qu'une publicité gratuite pour leurs activités.

En décembre 2006, l'association comptait 2100 membres. La croissance de l'association a été progressive et constante, et plusieurs l'ont rejointe après avoir appris les résultats enregistrés, surtout en termes d'accès aux marchés, aux intrants et au crédit. Ce sont surtout les membres qui font la publicité de l'association. Les agents de vulgarisation de la *Lagos State Agricultural Development Authority* ont également aidé à la mobilisation de membres en faveur de l'association. Dès la naissance de l'Association, la direction a compris l'importance de se réunir régulièrement pour continuer de susciter l'intérêt, mais ils ont également noté que si les frais d'adhésion étaient trop

élevés, l'engagement des membres en souffrirait. Ils ont donc demandé à l'Agence de Développement Agricole de Lagos de leur trouver un local bien situé pour tenir leurs réunions, ce qui leur fut accordé gratuitement. La contribution par membre et par réunion a été fixée à 100 naira (moins d'un dollar EU).

L'association tient une assemblée générale toutes les deux semaines pour réactualiser les connaissances des membres et les maintenir informés en permanence. L'ordre du jour inclut la formation des membres par une personne ressource sur tout problème iden-



*Etang piscicole de 3x3m.
Photo : J. O. Olakulehin.*

tifié ou existant, intéressant tout le monde et portant sur l'aquaculture. Par exemple, les membres ne veulent pas être tributaires des ventes de poisson frais ; l'association a donc décidé de les former sur les principes de la conservation et du marketing, en plus des technologies de production. Lors de leur dernière réunion en février 2007, les membres ont appris à faire du poisson fumé dans le but d'accroître la durée de conservation du poisson et créer de la valeur ajoutée par rapport au poisson frais.

Ces réunions ont également fourni une bonne occasion pour les agences gouvernementales, les ONG, les distributeurs d'intrants, les institutions financières et d'autres acteurs de rencontrer plusieurs pisciculteurs. Outre ces réunions, l'association a aussi mis sur pied une série de commissions pour des activités spécifiques. Elles sont élues démocratiquement par des membres éligibles, qui répartissent les rôles et les responsabilités entre les personnes faisant montre d'engagement (leur présence aux réunions et leurs contributions). Par exemple, une de ces commissions a préparé une constitution qui a déjà été adoptée. Le non respect des dispositions de la constitution entraîne des amendes ou même l'expulsion.

L'association a pu acheter des intrants en gros, ce qui réduit considérablement les coûts de production. La standardisation de la production en a été facilitée ; une étape nécessaire vers l'amélioration des techniques de marketing. Petit à petit, l'association est devenue une force avec laquelle il faut compter dans la réglementation du prix du poisson dans l'Etat. Avant la création de l'association, le prix au kilogramme était tellement instable qu'il pouvait chuter de 50 % pendant les périodes de surabondance. Aujourd'hui, les prix baissent de 10 % au maximum. La raison principale réside dans le succès de l'association à aider les producteurs à trouver des marchés directement sans passer par des intermédiaires.

Une réussite

La création avec succès de l'association et son évolution continue ont fini de montrer les avantages qu'elle a apportés aux petits exploitants et à tous les acteurs du secteur local de la pisciculture. De récents rapports du Ministère de l'Agriculture et des Coopératives de l'Etat de Lagos indiquent que la production de poissons en aquaculture a doublé ces deux dernières années. Il est aussi intéressant de noter que grâce au partage de l'information, le cycle de production dans la plupart des exploitations piscicoles a été réduit de 8 à 5 mois. Le regard fixé sur l'avenir, l'association compte introduire des frais d'adhésion pour les nouveaux membres, et envisage de mettre en place des prêts pour ses membres en puisant dans les fonds qu'elle a en réserve. Elle pense également inviter non seulement les producteurs (pisciculteurs) en tant que membres, mais également les autres acteurs de l'industrie (distributeurs d'intrants, fournisseurs de services, meuniers d'aliments pour animaux, conseillers en marketing). Ceci peut mener à des chaînes d'approvisionnement plus fluide, tant en intrants qu'en production et prenant en compte les intérêts de toutes les parties.

En peu de temps, l'Association des Pisciculteurs de l'Etat de Lagos a clairement démontré qu'organiser les exploitants en groupes en fonction des denrées et produits communs est possible même avec des ressources minimales, et peut résoudre plusieurs problèmes auxquels font face les producteurs.

*Y. O. Basorun et J.O. Olakulehin. Lagos State Agricultural Development Authority, P.O. Box 3845, Agege, Lagos State, Nigeria
E-mails: olajidebasorun@yahoo.com ; dapoolakulehin@yahoo.com*

INFLUENCER LES POLITIQUES PUBLIQUES : L'EXPÉRIENCE DES OP DU SÉNÉGAL

Jacques Faye

La participation des acteurs économiques et de la société civile à la définition des politiques publiques a d'abord été une exigence des partenaires au développement. Les États sont de plus en plus convaincus de cette nécessité. Nous présentons ci-après l'expérience des organisations de producteurs agricoles du Sénégal pour en dégager quelques leçons.

Les organisations de producteurs agricoles ont deux principales missions :

(i) fournir des services à leurs membres. C'est la raison d'être des coopératives agricoles réunies au sein de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal (UNCAS) qui organisent la collecte primaire de la production de leurs adhérents et l'approvisionnement en intrants agricoles à crédit. C'est le cas des nombreuses mutuelles d'épargne et de crédit. C'est le cas de l'Association pour la Promotion du Développement à la Base (ASPRODEB) association créée par des organisations de producteurs et qui gère la composante OP du Projet des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs (PSAOP).

(ii) défendre les intérêts de leurs membres dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre des politiques publiques. C'est la principale mission du Conseil National de Coopération et de Coordination des Ruraux (CNCR) ; plateforme paysanne regroupant plus d'une vingtaine d'organisations de producteurs.

La libéralisation de l'économie agricole a accru l'importance de ces deux missions. Dans les années 1990, l'Etat s'est désengagé de plusieurs services qui ne sont pas assez rentable pour attirer le secteur privé. Les producteurs doivent donc s'organiser pour les assurer. La privatisation entraîne l'intégration de certaines filières de production et les producteurs doivent contractualiser leurs rapports avec les industriels (exemple de la filière tomate dans la vallée du fleuve Sénégal). La libéralisation met les producteurs agricoles directement en contact avec les marchés internationaux avec ses variations continues des prix. Les politiques publiques nationales sont, aussi, de plus en plus contraintes par les accords internationaux et régionaux et les projets financés par les partenaires au développement. Les OP doivent donc s'impliquer davantage dans la définition des projets de

développement, des politiques nationales et dans les négociations d'accords extérieurs pour la prise en compte de leurs intérêts.

Nous nous intéressons ici à l'influence que le CNCR a pu avoir sur les projets, les politiques publiques et les accords extérieurs, depuis sa création. Le CNCR est la première et la plus grande plateforme paysanne au Sénégal. Il a été créé en 1993 en réaction aux politiques d'ajustement structurel menées par l'Etat sous la pression des bailleurs de fonds, en particulier de la Banque mondiale et du FMI. Il regroupe vingt et deux organisations nationales de producteurs. Sa mission est « la promotion de l'exploitation agricole familiale ». Nous prenons trois exemples pour les analyser et en tirer des enseignements pour les OP. Les exemples sont : la participation du CNCR au PSAOP, les tentatives en cours depuis 1994 de réforme de la loi sur le domaine national et l'élaboration de la loi d'orientation agro sylvo-pastorale (LOASP). Précisons que nous avons eu la chance d'accompagner le CNCR depuis sa création et d'être son principal conseiller sur les questions stratégiques.

La création du CNCR a été précédée et suivie d'une réflexion intense de ses membres sur l'avenir de l'agriculture familiale. La crise agricole de la fin des années 1970 et les politiques d'ajustement structurel ont fait naître des doutes de plus en plus importants quant à la capacité des exploitations familiales à relever le défi de la productivité et de la compétitivité. Depuis l'alternance politique de 2000, l'Etat semble davantage miser sur le développement de l'entrepreneuriat agricole et de l'agrobusiness. Il suffit de se référer à l'annexe sur l'agriculture du Plan Omega, aux documents de la stratégie de croissance accélérée (grappe agriculture et agroalimentaire) et du Plan REVA pour s'en convaincre.

Le CNCR et l'élaboration du PSAOP

Les réflexions menées par le CNCR sur les exploitations agricoles familiales l'ont définitivement persuadé de la nécessité de participer à l'élaboration des projets et politiques concernant l'agriculture et le monde rural. En 1995, le CNCR a exigé et obtenu de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du PSAOP. Au-delà des actions d'appui aux producteurs agricoles rete-

nues dans le projet, le PSAOP définit la répartition des rôles entre l'Etat, les producteurs agricoles et leurs organisations, et le secteur privé. Il était donc important pour le CNCR de se battre pour que, par le biais du projet, l'Etat ne cède pas à certaines exigences des bailleurs de fonds de transférer aux producteurs certaines missions de service public ou d'intérêt public. C'est ainsi que le CNCR a pu éviter la privatisation partielle et à terme du conseil agricole et rural et de la formation agricole. Le CNCR a pu obtenir que le document de projet affirme très clairement la priorité de l'agriculture familiale dans les politiques publiques, le rôle principal des groupements de producteurs à la base dans la définition des actions de développement à mener face aux agences en charge du conseil agricole. Le CNCR a aussi obtenu que l'ASPRODEB créée par elle en 1994 soit confirmée dans son rôle d'opérateur de projet et donc soit en charge de la mise en œuvre de la composante Op du projet. Le PSAOP a été enfin la reconnaissance par l'Etat et les partenaires au développement du rôle de service public joué par les OP. La conséquence logique a donc été l'acceptation par ceux-ci que les OP puissent bénéficier dans ce cadre d'un appui institutionnel. Enfin, l'Etat et la Banque mondiale ont accepté que le CNCR soit signataire de l'accord de projet. Le président du CNCR a participé aux négociations finales à Washington. Le CNCR est aujourd'hui membre du conseil d'administration de l'Institut sénégalais de recherches agricoles, de l'Institut de technologies alimentaires, du Fonds national de recherche agricole et agroalimentaire et de l'Agence nationale de conseil agricole et rural dont il est le deuxième actionnaire après l'Etat.

Mais le succès le plus important obtenu par le CNCR a été le développement de relations de travail étroites entre les leaders des OP, les cadres du ministère de l'agriculture et de ses démembrés et les experts des partenaires au développement. Avec l'élaboration du PSAOP, l'Etat et les partenaires au développement ont été définitivement convaincus que les OP étaient des partenaires incontournables. En 1997, le Président de la République a accepté une des exigences formulées par le CNCR dès 1994 : être reçu en audience solennelle chaque année au même titre que les syndicats de travailleurs et le patronat. L'audience solennelle s'est tenue en janvier en présence de l'ensemble du gouvernement

et a permis un véritable dialogue entre le chef de l'Etat et son gouvernement d'une part et les leaders des Op d'autre part. Cette première audience a permis le rétablissement du programme agricole supprimé en 1979 : moratoire sur les arriérés de dettes, bonification du taux d'intérêt des intrants, défiscalisation des importations de matériel agricole, subvention sur les semences d'arachide, etc. C'était une première au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Les grands boubous basins gommés¹, les sourires des leaders, les accolades et les congratulations suffisaient pour en montrer l'importance. A partir de cette audience, des rencontres trimestrielles avec le Premier ministre et des rencontres quasi hebdomadaires avec le ministre de l'agriculture ont été progressivement instaurées. Ce cadre de concertation a été remis en cause avec les changements politiques intervenus en 2000, mais personne ne conteste la nécessité de concertations régulières entre les OP, l'Etat et les partenaires au développement.

Le CNCR et la réforme de la loi sur le domaine national

C'est dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA) en 1995 que le gouvernement du Sénégal s'est engagé auprès des partenaires au développement à réformer la loi sur le domaine national dans le sens d'une privatisation des terres. Un groupe de travail interministériel a été mis en place à cet effet. Le groupe comprenait le président de l'Association des Présidents de Communauté Rurale (APCR) et celui du CNCR. Un bureau d'études fut contracté pour mener une étude de terrain et faire des propositions de réforme. Le « Plan d'action foncier du Sénégal » soumis au groupe de travail l'année suivante comportait une analyse de terrain de qualité et des propositions de réforme en trois options avec des variables à valider avant l'approfondissement de l'option retenue. La lecture du rapport montre que la principale préoccupation des experts était de permettre à des investisseurs privés d'accéder au foncier domanial et à l'obtention d'un titre foncier. Nulle part n'est posée la nécessité d'une politique foncière permettant la transformation et la modernisation des exploitations agricoles familiales soumises à un morcellement intempestif, et une gestion durable des ressources naturelles. La question foncière était réduite à une question de réforme de la loi. Comme allait le montrer les réflexions des OP, aucune des options n'était satisfaisante pour les paysans. Le ministère de l'agriculture ne donna pas suite au rapport. En 1999, le Premier ministre demanda aux élus locaux et aux OP un avis sur les propositions formulées dans le

rapport. Les élus locaux, par suite du refus du CNCR, menèrent seuls, leur réflexion sous forme d'ateliers régionaux et d'un séminaire national. L'option mixte combine la coexistence du domaine national et de titres de propriété sous réserve de mise en valeur. L'examen des comptes-rendus des ateliers régionaux et notre participation au séminaire national permettent d'affirmer que la grande majorité des présidents de conseil rural avait rejeté les trois options proposées. De façon surprenante, la déclaration finale approuvait la troisième option « pour ne pas aller à l'encontre de la politique du parti » dicit le président de l'APCR.

La même année, le CNCR décida de mener sa propre réflexion. Celle-ci fut conduite de façon participative et en trois étapes : ateliers au niveau de cinquante communautés rurales, ateliers régionaux et séminaire national. Basée sur l'analyse des pratiques foncières et l'élaboration de propositions, la réflexion fut principalement animée par les leaders paysans formés à cet effet et appuyés par un petit groupe d'experts. Les élus locaux dont une majorité est d'ailleurs membre du CNCR et les autres plateformes paysannes ont participé à la réflexion à tous les niveaux. Au niveau national et des régions, les services de l'Etat, les sociétés de développement, les ONG, les universitaires et le secteur privé ont aussi été associés. La synthèse des analyses et des propositions consignée dans un document fut remise au gouvernement, aux députés, aux partis politiques, aux organisations patronales et aux partenaires au développement et largement diffusée. La déclaration qui l'accompagnait appelait le gouvernement à la négociation et posait les principes et les exigences de base des OP. Elle demandait l'élaboration d'une grande politique foncière et pas seulement la réforme de la loi.

C'est sur la base de cette réflexion que le CNCR a convaincu l'Etat de différer les propositions de réforme foncière contenues dans le projet de loi d'orientation agricole soumis par la Présidence de la République en 2003. Il a été soutenu en cela par les partis politiques, y compris le parti au pouvoir, et par l'opinion publique à travers les médias. L'idée que les exploitations agricoles familiales doivent avoir des droits réels sur le foncier si on veut les inciter à investir dans la modernisation de leurs exploitations semble aujourd'hui largement admise. En 2006, une commission de réforme du droit de la terre a été mise en place par le chef de l'Etat. Le CNCR en est membre malgré les tentatives de l'en écarter. Une sous commission composée uniquement de fonctionnaires de l'Etat a été chargée d'élaborer une nouvelle loi foncière. Ses travaux sont confidentiels. Mais différentes indications laissent croire que la préoccupation principale reste l'accès des inves-

tisseurs au foncier. Si les leaders du CNCR restent sur leur garde, il n'y a aucun suivi du dossier.

Le CNCR et la LOASP

En 2003, le Président de la République a soumis à la négociation un projet de loi d'orientation agricole. Le CNCR invité à la négociation a demandé qu'il lui soit donné le temps et les moyens financiers pour une concertation approfondie avec ses adhérents. Une démarche de réflexion identique à celle mise en œuvre pour le foncier a été engagée avec la formation d'animateurs paysans, la tenue d'ateliers de réflexion au niveau de l'ensemble des Comités Locaux de Concertation des OP (CLCOP) et des Comités Régionaux de Coopération des Ruraux (CRCR) créés dans le cadre du PSAOP. La démarche a été clôturée par un séminaire national. Plus de trois mille (3000) producteurs, hommes, femmes et jeunes ont pris part aux ateliers. Un rapport de synthèse a consigné les analyses et les propositions des producteurs concernant le projet de loi d'orientation agricole. Un contre projet de loi a été aussi préparé et soumis à l'approbation du conseil d'administration du CNCR. Le conseil a pu désigner ses négociateurs. Ce processus de réflexion participative a permis au CNCR d'influencer très largement le contenu de la loi d'orientation agro sylvo pastorale voté en mai 2004 par l'Assemblée nationale. Il a permis de contenir les tentatives de donner une place prépondérante à l'agriculture d'entreprise et à l'agrobusiness dans la politique agricole avec comme conséquence la privatisation à terme des terres agricoles. La LOASP crée un cadre juridique, institutionnel et financier nécessaire à la mise en œuvre des politiques agricoles : reconnaissance juridique des métiers de l'agriculture avec des droits à la protection sociale, reconnaissance juridique de l'exploitation familiale, reconnaissance du rôle d'intérêt public des organisations de producteurs, création d'un Conseil national d'orientation agro sylvo pastorale et d'un fonds national de développement agro sylvo pastoral, etc. Le vote de la loi a donc été considéré comme une grande avancée par les exploitants agricoles. Malheureusement depuis lors, aucun décret d'application n'a été pris.

Les leçons à tirer

Les trois exemples présentés ci-dessus permettent de dégager quelques leçons concernant les conditions nécessaires pour les OP pour influencer les politiques publiques.

La première est la nécessité d'une réflexion stratégique et participative au sein des OP. Face à la vision des Etats et des partenaires au

¹ Boubou traditionnel sénégalais amidonné.

développement, les OP doivent de façon participative développer leur propre vision pour être en mesure de défendre les intérêts des exploitations familiales qu'elles représentent. Cette vision ne peut pas être élaborée une fois pour toute. Elle doit être le fruit d'une réflexion permanente pour l'adapter aux changements de l'environnement socio-économique, technique et agro-biologique des exploitations : négociations internationales, changement climatique, crise énergétique, etc. Il est important que les OP soient capables d'anticiper sur ces questions car elles ont peu d'emprise sur l'agenda des Etats et des partenaires au développement. Elles n'ont pas non plus les ressources financières pour, à tout moment, se lancer dans une réflexion qui associe les membres à tous les niveaux. Les réflexions du CNCR sur le foncier et sur la LOASP ont demandé des moyens financiers importants qu'il a été difficile de mobiliser. Il n'est donc pas possible, chaque fois qu'une question importante se pose, d'enclencher immédiatement de telles démarches.

La deuxième est le renforcement des capacités des leaders à tous les niveaux. Les réflexions menées par le CNCR ont été animées par des leaders paysans et ont toujours commencé par des ateliers de formation avec la participation d'experts. Le coût

d'une participation des experts au niveau des ateliers locaux aurait été réhibitoire. Les réflexions menées par le CNCR ont été une occasion exceptionnelle de faire émerger et de former les leaders de l'organisation.

La troisième est la nécessité de mobiliser une expertise. Les OP comme les partenaires au développement et les gouvernements et organismes inter-Etats ont besoin d'une expertise pour les conseiller dans leurs réflexions et dans les négociations. Il leur faut donc mobiliser cette expertise et en trouver les ressources financières. Cela peut paraître coûteux mais c'est un investissement rentable à long terme. De plus en plus de partenaires au développement et de gouvernements acceptent de les financer.

La quatrième est la définition d'une méthodologie de réflexion qui permette à des producteurs agricoles en majorité alphabètes de prendre part à une réflexion sur des questions qui paraissent a priori hors de leur compréhension. Les paysans peuvent parfaitement participer à des débats qui paraissent les plus abstraits dès l'instant que ceux chargés de l'animation de celle-ci partent des pratiques et des vécus des paysans. Par exemple, sur le foncier, un guide d'analyse élaboré avec les animateurs a permis de partir

des pratiques foncières des paysans, des conflits vécus, des solutions dégagées et de les analyser pour en tirer des propositions que des spécialistes peuvent ensuite traduire en règles juridiques. L'utilisation des langues locales est incontournable pour cela.

La cinquième est l'initiation des leaders à la négociation et à leur suivi. La réflexion remarquable menée par le CNCR n'a pas eu tous les effets souhaités. Les leaders nationaux n'ont pas assumé leurs responsabilités dans la conduite des négociations. Ils ont laissé les experts jouer un rôle qui n'est pas le leur. La conséquence est qu'ils n'ont pas ensuite assuré le suivi de la mise en œuvre des résultats des négociations. Il ne suffit donc pas de mener des processus participatifs de négociation, il faut conduire les négociations donc s'y préparer. Il faut ensuite suivre la mise en œuvre des décisions prises.

Cela fait plus de trois ans que la LOASP a été votée par l'Assemblée nationale. Elle n'est toujours pas appliquée et il n'y a aucune pression de la part des OP pour amener le gouvernement à l'appliquer.

*Jacques Faye,
Sociologue rural, coordonnateur scientifique
de l'IPAR.
E-mail : jfaye@manobi.sn*

ÉCRIVEZ-NOUS ET ENRICHISSEZ NOTRE PROCHAIN NUMÉRO SUR LE THÈME SUIVANT

AGRIDAPE Appel à contributions Volume 23 SEMER UNE AGRICULTURE DURABLE

NUMÉRO 23.2 À PARAÎTRE EN SEPTEMBRE 2007

CLÔTURE DE L'APPEL : AOÛT 2007

En général, les meilleures graines sont sélectionnées et stockées pour servir de semences. En procédant de la sorte, les petits agriculteurs ont, au fil du temps, mis au point les variétés et espèces locales les plus adaptées. De cette façon, ils ont conservé et également enrichi la biodiversité sur laquelle repose l'agriculture de petite échelle.

Cependant, il devient de plus en plus difficile pour les petits exploitants de garder leur autonomie en matière d'intrants. La baisse des rendements et la pénurie alimentaire qui s'en suit généralement, peuvent compromettre la constitution d'un stock de semences. En outre, les mécanismes locaux qui garantissaient l'accès aux intrants s'effritent au fur et à mesure que la cohésion sociale s'étiolle. De ce fait, les petits exploitants deviennent tributaires du marché. Bien qu'elles soient de bonnes qualités, ces semences « commerciales » mettent en danger les principes même de l'agriculture durable de

petite échelle. En effet, elles sont mises au point dans une optique d'augmentation de la production mais elles requièrent l'utilisation croissante d'intrants tels que les engrais chimiques. A long terme, une dépendance accrue à un nombre réduit d'espèces et de variétés entraîne petit à petit la perte de la biodiversité, réduit ainsi le potentiel de l'agriculture à s'adapter aux conditions agro climatiques et sociales en perpétuel changement. Les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle concernant les semences et les autres intrants posent également problème pour les petits exploitants. Ce numéro du magazine AGRIDAPE se penche sur la problématique des semences et des intrants pour l'agriculture durable. Nous cherchons des expériences qui montrent comment les agriculteurs sélectionnent et conservent les espèces ou variétés qui les intéressent, mais également comment les communautés s'organisent pour satisfaire leurs besoins agricoles.



AGRICULTURE BIO DANS UN POLDER HOLLANDAIS

Hans Peter Reinders

Aux Pays-Bas, dans les années 30, l'étendue d'eau connue sous le nom de Zuyder Zee a été ceinturée d'une longue digue de 30 kilomètres, afin d'entamer le processus de récupération de la terre engloutie par la mer. Cette digue a transformé le Zuyder Zee en une mer intérieure, progressivement devenue un lac d'eau douce, appelé IJsselmeer. Quatre immenses étendues de terre à basse altitude (polders) dans le IJsselmeer ont été drainées, fournissant ainsi 165 000 hectares de nouvelle terre. Cette terre est devenue une nouvelle province, Flevoland, et deux de ces polders sont maintenant principalement affectés à l'agriculture.

Lorsque les polders se sont asséchés, il a encore fallu plusieurs années de drainage pour que le sol se solidifie et devienne prêt pour la culture. Le bureau responsable de la construction des polders IJsselmeer a encouragé la maturation des sols en semant des roseaux, et ensuite des céréales, des légumes secs et des graines de lin. Il s'en est suivi un programme de transmigration qui a amené principalement les jeunes agriculteurs progressistes en provenance d'autres régions des Pays-Bas vers ces polders. Ils ont lancé de nouvelles exploitations agricoles sur une

terre de quatre à six mètres en dessous du niveau de la mer. La plupart de ces agriculteurs ont reçu une bonne formation ; ils ont appris, au collège ou à l'université, des concepts agricoles alternatifs tels que l'agriculture bio et biodynamique.

En quête de connaissances

Dans les années 80, les approches bio en étaient à leurs débuts aux Pays-Bas. Les agriculteurs intéressés par la culture bio ou biodynamique recherchaient activement les informations nécessaires pour diriger une exploitation agricole bio à grande échelle. Cette approche est intéressante dans la mesure où non seulement elle tient compte de l'environnement, mais aussi en raison de la demande croissante en produits alimentaires bio aux Pays-Bas et dans le reste de l'Europe. Toutefois, les agriculteurs ne disposaient pas du savoir faire ni d'aucune expérience pratique pour conduire avec succès un tel système. Entourés de systèmes agricoles conventionnels, ils étaient isolés et effectuaient les expérimentations eux-mêmes. En 1989, freinés par le manque de connaissances sur les pratiques bio, bon nombre de ces agriculteurs se sont regroupés. Ils ont

commencé par mettre sur pied un groupe d'étude local, qui se rencontre et partage des idées et expériences de manière informelle dans l'une des fermes des participants. Plus tard, lorsque s'est présentée la nécessité d'ouvrir un compte bancaire au nom du groupe d'étude, ils ont décidé de s'appeler « Organisation des Agriculteurs Bio et Biodynamique du Polder » (BDEKO).

BDEKO est devenu le moteur du développement et de la dissémination de nouvelles connaissances sur l'agriculture bio dans les polders. A l'époque, les membres tenaient à rechercher toute information à même de les aider à élaborer un plan agricole efficace et productif pour leurs exploitations respectives. A l'instar de leurs homologues du monde entier, leur préoccupation première consistait, entre autres, à trouver des méthodes efficaces pour préserver de la fertilité des sols, et lutter contre les mauvaises herbes, les insectes et les maladies. Le choix des cultures était largement tributaire des demandes du marché en produits bio et comprenait les carottes, les choux-fleurs et différentes variétés de choux, d'oignons et de petits pois. Les agriculteurs ont expérimenté plusieurs modèles de culture, dans l'espace et

15



Des fermiers discutant de la caractéristique du sol lors d'une visite d'échange durant l'été. Photo : Auteur.

dans le temps, en essayant différentes alternatives sur leur propre terre. Comme dans toute expérimentation, le résultat n'était pas toujours probant, mais les « échecs » sont aussi source d'enseignements. L'un des points faibles de cette recherche agricole résidait dans le fait que le résultat se fondait essentiellement sur des observations personnelles des agriculteurs, alors que les informations étaient à peine enregistrées. C'est lorsque l'organisation a commencé à collaborer avec la station de recherche agricole du gouvernement (Onderzoek Bedrijfssystemen - OBS) dans le village voisin de Nagele que des changements ont eu lieu. La mission de cette station consiste à concevoir des systèmes agricoles dans le polder. Ils sont donc mieux placés que les agriculteurs pour mener des expérimentations plus risquées et à plus long terme. Les activités de recherche incluent des essais de trois différents systèmes agricoles, sur une échelle réaliste et sur une longue période : sur une exploitation agricole, une agriculture classique à forte consommation d'intrants est pratiquée, sur une autre, on expérimente l'utilisation limitée d'intrants chimiques, et la dernière exploitation est réservée aux pratiques basées entièrement sur les principes bio. Chaque année, les résultats des différents systèmes agricoles sont publiés et présentés aux agriculteurs, notamment aux membres de BDEKO. Aussi, les agriculteurs peuvent visiter sans restriction les parcelles expérimentales, faire leurs propres observations pendant la saison culturale et en discuter avec le personnel de la station de recherche.

A un stade plus avancé, et en collaboration avec la station de recherche, des expérimentations plus spécifiques sont effectuées sur la terre de certains membres de l'organisation. La question du désherbage motorisé par exemple occupe une place importante. La main d'œuvre coûte cher aux Pays-Bas et celle nécessaire pour le désherbage est un coût de production énorme pour les agriculteurs bio dont les exploitations ont une taille moyenne de 60 à 80 hectares. Par conséquent, ils sont toujours en quête d'une technologie adaptée pour lutter contre les mauvaises herbes de manière efficace et économique. Différents outils pour le sarclage, le labour et le hersage ont été conçus et testés sur les exploitations agricoles sélectionnées. Les résultats tirés de ces expériences ont été complétés avec les données enregistrées par les autres agriculteurs, notamment durant la période de désherbage des champs.

Grâce à ces différentes activités de recherche, des modèles et techniques de culture très efficaces ont été conçus, dont plusieurs sont

toujours utilisés dans le polder. En guise d'exemples, on peut citer les rotations de cultures, aussi bien dans une seule saison qu'au cours des années suivantes. On peut également citer l'utilisation régulière de quelques légumineuses (fixation d'azote) comme moyen de conserver la fertilité des sols, et la plantation précoce ou tardive de certaines cultures pour lutter contre les insectes et maladies. Les techniques visant à empêcher la croissance de plantes indésirables dans les champs constituent également d'autres exemples de pratiques développées. Ces pratiques « respectueuses de la biodiversité » comprennent le hersage régulier de la terre de jachère et l'utilisation de cultures de couverture.

Des membres de plus en plus nombreux

Dans les années 80, l'organisation a voulu encourager une plus grande offre de produits bio et, par conséquent, a appuyé davantage d'agriculteurs du polder dans la transition vers l'agriculture écologique. L'augmentation du nombre de producteurs bio s'est traduite par une réduction des dépenses en intrants profitable à tous les agriculteurs. En adhérant à BDEKO, les agriculteurs ont bénéficié de beaucoup d'informations pratiques et d'appui, facilitant ainsi leur transition. En l'espace de cinq ans, BDEKO est passé à 80 membres, entraînant du coup des changements organisationnels dans la structure. Les assemblées générales se tiennent désormais de manière plus officielle, moins fréquente et dans des salles louées à cet effet. Le groupe initial a été divisé en trois sous-groupes qui se rencontrent toujours à périodes régulières au niveau local. Les membres ont continué à afficher un degré d'engagement élevé, 80 à 90 % au moins d'entre eux assistant aux réunions. Tous les membres connaissaient les mêmes difficultés et avaient les mêmes aspirations. Ils avaient le sentiment de parler « le même langage ». C'était une grande aventure que d'explorer ce nouveau sujet et ils savaient qu'en travaillant en étroite collaboration avec les autres membres du groupe, ils pouvaient concevoir leurs propres exploitations agricoles écologiques. C'est à cette époque que les différents membres du groupe ont tissé des relations amicales très solides.

Il convient également de mentionner qu'il n'y avait à l'époque aucun service de vulgarisation agricole disponible sur les questions relatives à l'agriculture bio, parce qu'il n'existait que très peu d'informations pratiques. Par conséquent, même les agents de vulgarisation agricole travaillant dans le polder assistaient aux réunions de BDEKO ou visitaient les exploita-

tions agricoles des membres pour s'informer auprès des agriculteurs pionniers des pratiques de production bio.

Rencontres d'hiver

Dès le départ, différentes activités ont été organisées pour les membres du groupe pendant l'été ou en hiver. En été, la principale saison de production, ils visitent les exploitations agricoles des membres pour un apprentissage mutuel. Ces visites ont lieu toutes les deux semaines à partir du mois de juin, lorsque la longue activité de désherbage est presque finie. Au début, les discussions tournées autour des sujets techniques tels que la rotation des cultures et la gestion de la fertilité des sols. Aujourd'hui, lors des visites d'été, les membres ont l'occasion d'observer, par exemple, un nouvel outil de désherbage mécanisé ou un système de stockage post-récolte utilisé par l'agriculteur hôte. Ces visites donnent souvent lieu à d'importantes discussions entre agriculteurs. Le fait qu'ils adhèrent tous aux principes écologiques ne signifie pas qu'ils sont toujours d'accord sur les questions idéologiques ou techniques. Au fil des années, l'organisation a organisé des visites auprès d'exploitations bio ou organismes de recherche qui interviennent dans l'agriculture bio en dehors du polder. Ces voyages n'enregistraient pas beaucoup de participants car certains membres ne pouvaient se permettre de s'éloigner de leurs exploitations aussi longtemps, en pleine saison culturale. Toutefois, ceux qui y prenaient part ont beaucoup apprécié ces voyages d'étude.

En hiver, différents intervenants sont invités à débattre des questions techniques intéressant les membres, par exemple celles portant sur la recherche en cours ou les problèmes économiques. Les interventions portaient souvent sur des thématiques relatives au développement personnel des agriculteurs, ou encore sur des questions pouvant susciter motivation et encouragement auprès des membres. Ces derniers se chargeaient toujours de la sélection des sujets, de l'invitation des intervenants et de l'organisation de la soirée en fonction des besoins spécifiques. A la fin de 1997, année très mauvaise pour les agriculteurs néerlandais, certains membres ont tenu un atelier sur le rire comme méthode de décontraction. L'objectif de cette rencontre d'hiver était de remonter le moral des membres et de rechercher ensemble de nouvelles énergies en tant que groupe, afin de faire face aux préoccupations liées à la production de l'année suivante.

Au fil du temps, l'organisation a invité un grand nombre d'organisations et de personnes qui ont présenté des communications au cours de ces rencontres d'hiver. Ces rencontres ont également été exploitées de manière stratégique, en vue d'établir des contacts plus rapprochés avec certaines institutions, par exemple l'université agricole de Wageningen. Les premières impressions trouvaient la recherche menée dans cette université trop conventionnelle par essence. En invitant les chercheurs de l'université aux rencontres, ils ont pu explorer différentes opportunités pour influencer le type de recherche effectuée par l'université. Ainsi, les chercheurs sont devenus plus impliqués dans la recherche de réponses à de nombreuses questions brûlantes qui préoccupaient les agriculteurs bio.

Changement de statut

BDEKO n'est devenu une organisation d'agriculteurs formelle qu'en 1999 car rien de pressant, au début, ne justifiait de l'enregistrer officiellement. Cette décision de changer le statut de l'organisation était principalement liée aux évolutions locales qui menaçaient directement le statut bio de certains membres. Des plans étaient conçus pour construire une installation d'incinération de déchets dans les environs, et les gaz émanant de cette unité risquaient de rendre les exploitations agricoles du voisinage immédiat de l'usine non éligibles pour une certification bio. Pour permettre à BDEKO de jouer un rôle de lobby contre la construction de cette usine, les agriculteurs ont dû s'organiser de manière plus formelle afin d'être reconnus par le gouvernement hollandais comme partie prenante dans cette affaire.

C'est ainsi que les agriculteurs ont rédigé les statuts, élu un conseil d'administration et enregistré l'organisation de manière formelle. Le Centre d'agriculture bio (CBL), un institut à but non lucratif avec lequel BDEKO collaborait depuis 1995, est devenu le secrétariat de l'organisation. Ce statut formel a certes rendu les procédures beaucoup plus bureaucratiques, mais il a offert aux membres de nouvelles opportunités. Désormais, ils sont invités à participer à différents groupes de travail traitant du développement de l'agriculture aux Pays-Bas et se sont impliqués dans le débat relatif aux nouvelles politiques agricoles.

Le statut informel de BDEKO fonctionnait bien à l'époque où le développement et l'échange d'informations techniques constituaient les aspects les plus importants. Toutefois, les objectifs de BDEKO ont changé lorsque ces



Les pratiques écologiques développées par les agriculteurs bio donnent des produits de qualité. Photo par Rik Thijssen

aspects ont cessé d'être une priorité. En réponse à l'évolution des besoins des membres, l'organisation s'est engagée dans la recherche de contacts marketing plus nombreux et plus fiables pour les membres.

Plus récemment, un point focal leur a servi de représentation dans les organisations influentes dans le domaine de l'agriculture aux Pays-Bas et leur a permis d'atteindre quelques résultats positifs. Le lobby pour influencer un plan agricole national en est un exemple. Les Pays-Bas ont un système de réglementations juridiques compliqué pour juguler les maladies des champignons dans les cultures telles que les pommes de terre et les oignons. Pour réduire le problème très répandu du mildiou des variétés tardives de pommes de terre, un « plan directeur pour le *Phytophthora* » a été élaboré. Cependant, la mise en œuvre du plan d'origine aurait rendu impossible la culture de pommes de terre pour les agriculteurs bio. Grâce à un lobbying efficace et un dialogue intense avec le secteur agricole conventionnel des Pays-Bas, le plan a été adapté et offre maintenant des réglementations acceptables pour les agriculteurs bio.

L'introduction de la culture du maïs génétiquement modifié fait partie des autres activités de lobbying réussies de BDEKO. Même s'ils n'ont pas pu empêcher complètement

l'autorisation du maïs GM dans les exploitations agricoles conventionnelles, ils sont parvenus à faire introduire des mesures visant à réduire la menace de contamination des cultures bio par ce maïs.

Perspectives

Dans le polder, les membres fondateurs de BDEKO ont, depuis les années 80, fait de grands pas en ce qui concerne la production de cultures bio. La disponibilité de la terre en quantité suffisante pour l'agriculture, la présence d'organismes de recherche d'appui et l'établissement de réseaux marketing pour les produits bio ont offert à Flevoland un avantage dans ce secteur bio aux Pays-Bas. Bien que BDEKO ne compte que 72 membres pour le moment, ce qui représente environ 6% des agriculteurs et horticulteurs à Flevoland, cette organisation d'agriculteurs est souvent perçue comme le « porte-parole » officiel de ce secteur dans la province. Et même si elle n'est pas un membre officiel de la principale organisation nationale des agriculteurs (et ils risquent de ne jamais l'être en raison de leurs intérêts divergents en tant qu'agriculteurs bio), de nombreux membres représentent leur organisation dans les groupes de travail de cette fédération d'agriculteurs.

Actuellement, les agriculteurs néerlandais engagés dans la transition vers la production bio ne sont guère nombreux, mais la situation peut changer d'un moment à l'autre (en fonction des changements d'intérêts politiques ou des réglementations officielles, des nouvelles opportunités du marché, ou encore de la pression accrue des mouvements communautaires). Dans le cas de l'intérêt renouvelé pour l'agriculture bio, les vastes connaissances et expériences au sein de BDEKO seront d'une grande importance pour les autres agriculteurs souhaitant en faire partie.

*Hans Peter Reinders
Ancien responsable de projet CBL apportant une assistance professionnelle à BDEKO, e-mail : hpreinders@hotmail.com*

Vous pouvez contacter BDEKO via CBL - Centrum Biologische Landbouw, Bronsweg 22 8222 RB Lelystad, the Netherlands. E-mail : info@biologischelandbouw.org

Cet article est le fruit d'un exercice de documentation effectué en 2006 par les agriculteurs de BDEKO, le personnel de Leisa (édition internationale) et Hans Peter Reinders ; la procédure de documentation utilisée est disponible sur le site www.leisa.info. Un article similaire a été publié dans le magazine sur l'agriculture bio, Ekoland.

NORD CAMEROUN : UNE OP RÉUSSIT LA VENTE GROUPEE DE TOMATES

Guillaume Fongang, Forbah David Nuijueh

Le maraîchage, un secteur porteur et attractif

Nowefor est une fédération d'unions de groupes d'initiatives communes (Gic) fondée dans la province du Nord Ouest Cameroun en 1995. Elle compte plus de 1500 paysannes et paysans organisés en filières (regroupement par spéculation). L'organisation a pour but d'améliorer les conditions de vie de ses membres. Pour cela, elle identifie les spéculations agricoles porteuses¹ et appuie la recherche d'assistance technique et financière nécessaire à la production et à la commercialisation.

En 2004, les producteurs de la zone de Bambui ont identifié la culture de la tomate comme fortement génératrice de revenus. Organisés au sein de la filière maraîchage, ils ont reçu un appui technique et financier du Sild et de SOS Faim-Luxembourg pour se lancer dans la production de tomates et d'autres produits maraîchers.

La culture de la tomate présente plusieurs avantages. Elle nécessite peu d'espace et peut se faire en contre-saison au moyen de l'irrigation. En revanche, elle est exigeante sur le plan technique et donc un peu élitiste. Du fait de ces exigences techniques, de l'autoformation nécessaire, du cycle de production assez court mais aussi sans doute de sa rentabilité financière, la filière maraîchage mobilise particulièrement les jeunes producteurs. C'était donc une activité importante pour augmenter les adhésions de jeunes dans Nowefor.

La culture de tomates nécessitant l'utilisation de pesticides pour combattre les insectes et autres attaques, dès le départ, les producteurs ont été formés à limiter l'utilisation de produits chimiques afin de réduire les résidus dans le produit final. Ainsi, l'agriculture biologique a été promue dans cette filière où soixante jeunes hommes et femmes se sont engagés en 2004.

Augmentation de la production : saturation du marché et chute des prix

Grâce aux appuis technique et financier reçus, les productions ont augmenté au sein de la filière maraîchage de Bambui. Chaque producteur est passé de 7 seaux de 15 l de

tomates par semaine à environ 20 à 40 seaux. Le marché local de Bambui, tout comme le marché principal de la ville de Bamenda toute proche ont été envahis, et les prix ont chuté de 3 500 FCFA pour un seau de 15 l à 1 000 à 1 800 FCFA. La situation est devenue très inconfortable, les producteurs ne recevant plus de retour satisfaisant de leur production.

Les membres de cette filière de production ont alors réfléchi à la question de savoir comment la rendre plus rentable. Deux idées ont émergé : réduire l'offre de tomates sur le marché local, rassembler la production et rechercher des débouchés sur des marchés extérieurs. Les producteurs ont adopté un mode de production séquentiel pour réduire l'offre de tomates sur le marché local. Les membres du secteur de production se sont organisés en 6 sous-groupes et un calendrier de plantation a été retenu afin de laisser deux semaines d'écart entre deux dates de plantation. Les producteurs récoltant à des dates différentes, ils n'apportaient plus toutes leurs récoltes au même moment sur le marché local. Afin de chercher des marchés extérieurs, deux membres du secteur ont été envoyés prospecter à Yaoundé, Douala et Limbe. Trois acheteurs en gros ont été identifiés dans chacune de ces trois villes.

La qualité du produit et l'offre groupée pour conquérir de nouveaux marchés :

L'acheteur de Douala s'est montré très intéressé et a demandé aux producteurs d'envoyer 150 kg de tomates avant mi-décembre 2005 pour un test de résidus chimiques. Le test sur les tomates de Nowefor a eu le score de 92,5% tandis que les autres producteurs ayant concouru ont eu des résultats respectifs de 86% et 62%. Cet acheteur² s'est engagé à nous acheter notre production. La première commande a été effectuée en décembre 2005 pour la livraison de 3 tonnes de tomates à 3 200 FCFA le seau de 20 kg (contre 3 000 FCFA sur le marché local). Les producteurs ont été mobilisés, certains se sont regroupés et se sont entendus sur des dates. Ils récoltèrent et livrèrent les tomates à l'acheteur basé à Douala.

Négociateur de meilleurs arrangements commerciaux pour mieux satisfaire durablement le marché

Le transport de la marchandise à Douala s'est avéré très contraignant, tant en termes de coût que de manutention. Après discussion et nouvelle négociation avec l'acheteur, ce dernier a accepté de prendre en charge le transport. Un nouvel accord a été trouvé, les producteurs s'engageant, à la demande de l'acheteur, à rassembler leur production au niveau du village. L'acheteur vient ensuite au village, il achète la production et la transporte à Douala.

Les producteurs ont aussi constaté que la nature périssable des tomates exigeait que les dates de livraison de la production soient revues pour en tenir compte. Cela aussi a fait l'objet de discussions avec l'acheteur, qui a accepté. Un nouvel arrangement a été trouvé, selon lequel l'acheteur indique les quantités nécessaires pour une période de 6 mois à fournir sur une base hebdomadaire. Ainsi, un contrat a été signé entre cette organisation paysanne et l'acheteur sur une quantité minimum de tomates à livrer chaque mois pour une période de six mois. Le produit est fourni à un prix constant tout au long de cette période.

Des formations adaptées pour une qualité désormais reconnue

Lors de la première livraison de tomates à cet acheteur, 300 kg de tomates ont été rejetés pour mauvaise qualité. En effet, tous les membres n'ont pas le même niveau de maîtrise des techniques de production, ni les mêmes standards de production. Ceci a amené la filière maraîchage de Bambui à organiser une formation sur lutte intégrée et la gestion des pesticides. Des techniques visant à limiter l'utilisation de produits chimiques ont été mises en avant. La livraison suivante de tomates a atteint le score de 95,5% de satisfaction après le test. Les livraisons de mars et avril 2006 ont atteint 100%.

En avril, les paysans ont reçu une lettre de félicitation de consommateurs de Guinée équatoriale et du Gabon. L'acheteur a également demandé aux producteurs de maintenir la qualité de leurs récoltes, évoquant la possibi-

¹ Réussite technique possible dans le contexte agro écologique, compatibilité avec les mœurs locales, possibilités de commercialisation à des prix compétitifs
² Nous faisons ici le choix de garder l'anonymat sur l'acheteur mais sommes prêts à fournir ses références à qui nous les demande.



Petites corbeilles fabriquées dans les villages avec du matériel local. Photo : Nawefor

lité d'augmenter le prix d'achat dans le futur au vu de la qualité.

Un contrat bien honoré qui crée de nouveaux débouchés commerciaux pour les jeunes ruraux désœuvrés

Entre décembre 2005 et septembre 2006, 25,2 tonnes de tomates ont été fournies à cet acheteur. Ces ventes ont rapporté la somme totale de 4 032 000 FCFA aux producteurs. Groupés, ils ont pu avoir accès à des intrants à des prix inférieurs en provenance de Douala. Mais ce n'est pas tout... Ces exportations massives ont réduit l'offre de tomates sur le marché local ; de ce fait, les producteurs produisant pour le marché local ont pu vendre à de meilleurs prix.

Une production améliorée tant sur le plan qualitatif que quantitatif a incité l'acheteur à demander d'autres productions, précisément des pommes de terre, de la pastèque et du piment doux.

Les jeunes les plus désœuvrés de la communauté ont trouvé un emploi dans le maraîchage et se sont investis davantage dans les activités de Nowefor.

Maintenir la qualité en augmentant la production, institutionnaliser

les pratiques pour les renforcer, élargir l'expérience : des défis majeurs

Il arrive que les producteurs ne puissent pas fournir les quantités requises. Il est nécessaire d'augmenter la production tout en maintenant la qualité. La production augmentée permettra aussi au groupe de contacter d'autres acheteurs pour réduire les risques inhérents à la dépendance envers un unique acheteur.

Les autres producteurs de l'organisation ont constaté l'augmentation des revenus émanant du maraîchage et ont exprimé leur intérêt à rejoindre cette filière. Cela signifie qu'il existe de nouveaux besoins en formation pour de nouveaux membres qui s'intéressent à la production de tomates.

Des ressources sont nécessaires pour répondre aux demandes de production de qualité dans d'autres produits demandés par l'acheteur. L'expérience de vente groupée de Bambui a été partagée au sein de Nowefor. Elle est expérimentée dans la localité de Babungo où l'on suit le même processus. La production dans cette nouvelle zone a augmenté et de nouveaux prix (4 000 FCFA par panier) ont été négociés avec les acheteurs en gros. Plus de 75 jeunes sont désormais impliqués.

Par ailleurs, avec les ventes croissantes de tomates, l'activité connexe de fabrication de paniers³ se développe et est source de création d'emplois. Cette expérience démontre qu'en se rassemblant, les producteurs peuvent avoir accès à

des segments du marché qui, individuellement, leur étaient inaccessibles. Non seulement le regroupement permet d'obtenir des offres plus importantes mais surtout il permet de faciliter les approvisionnements en intrants, d'organiser les formations et les échanges techniques, de mettre en place un système de respect des normes de production. Dans cette expérience, les tomates biologiques semblent être en demande croissante. Une frange plutôt désavantagée de la population - les jeunes - s'est engagée dans l'agriculture.

Mais les pratiques mises en œuvre dans cette expérience ne sont pas institutionnalisées. Les producteurs apportent leurs tomates pour la commercialisation groupée selon leur volonté. L'achat d'intrants en gros est réalisé à Douala, généralement, par des producteurs capables de préfinancer la production.

Loin d'être acquise, la situation actuelle mérite une réflexion quant aux stratégies pour faire face aux défis et pérenniser les acquis.

Guillaume Fongang, directeur du Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD Appui), coordonnateur du programme Agriculture durable et compétitive fongang-fouepe@yahoo.fr SAILD, BP 11955, Yaoundé, Cameroun. www.saild.org Forbah David Nuijueh, responsable de la filière Maraîchage de Bambui.

Cet article est extrait de la revue Grain De Sel n° 37 ; déc 2006 - février 2007. Le texte est une version traduite et mise en forme par la rédaction de GDS d'un texte original en anglais disponible sur le site www.inter-reseaux.org.

DES GROUPEMENTS PAYSANS TRADITIONNELS APPUIENT L'AGRICULTURE DURABLE

Mihin Dollo

Les groupements paysans traditionnels peuvent jouer un rôle central dans la réalisation et le maintien d'une production durable. Arunachal Pradesh, un Etat à l'extrême nord-est de l'Inde, limité à l'ouest par le Bhoutan, au nord par le Tibet et à l'est par le Myanmar, possède une grande diversité ethnoculturelle, avec 26 tribus majeures et 110 tribus mineures (ou sous-tribus). La région est très connue pour la richesse de son héritage éco-culturel et des connaissances écologiques traditionnelles de ses agriculteurs. Ces communautés ethniques gèrent différentes formes de groupements paysans qui travaillent ensemble, partagent des innovations et des idées. L'agriculture constituant la principale source de subsistance dans la région, une gestion efficace des systèmes de production s'avère vitale. Les groupements paysans traditionnels du peuple Apatani, vivant dans la Apatani Valley au centre-ouest des Himalayas de l'Arunachal, gèrent avec succès leurs ressources naturelles depuis de nombreuses années. Mais récemment, avec la migration des jeunes en quête d'emploi et l'arrivée d'autres ouvriers agricoles, bon nombre de ces traditions, pratiques et connaissances sont menacées de disparition.

Le partage des connaissances et pratiques locales développées au cours des siècles au sein des groupements paysans constitue un appui à la gestion des écosystèmes agricoles dans cette région. Les Apatani sont réputés pour leur système de riziculture et de pisciculture dans la vallée, avec une production suffisante pour l'exportation et la consommation locale. Il s'agit d'un système agricole autochtone très évolué, avec une haute efficacité énergétique et économique, notamment grâce au recyclage des déchets organiques et des résidus de récoltes.

Dans le cadre d'une recherche plus vaste dans cette région peu étudiée, l'Institut G.B. Pant pour l'Environnement et le Développement de l'Himalaya s'est mis à recueillir, à valider et à revitaliser les connaissances traditionnelles par rapport à l'agriculture durable dans les Himalayas de l'Arunachal. Les objectifs principaux de la recherche, conduite entre décembre 2004 et juillet 2006, consistaient à étudier les différents groupements paysans de trois villages de la vallée d'Apatani, leur rôle dans la gestion des écosystèmes agricoles et les change-

ments auxquels ils font face. Des discussions de groupe chez différentes classes d'âge Apatani ont eu lieu, impliquant hommes et femmes. L'accent a été mis sur les anciens agriculteurs afin de comprendre la nature et l'histoire exactes des groupements paysans traditionnels.

Des groupements paysans pour une gestion durable

Les Apatani ont différents types de groupements paysans traditionnels, qui ont évolué au fil des années. Il n'existe aucune archive, d'où l'impossibilité de retracer leur histoire. Les Apatani observent principalement la religion Donyi-Polo et croient que le soleil et la lune constituent les dieux suprêmes qui bénissent la communauté. Ce sont des Indo-mongoloïdes qui parlent le tibétain et le birman. Ils ont différents tabous et coutumes pour protéger leur environnement. Par exemple, la chasse et l'exploitation de la forêt sont strictement interdites durant les principales cérémonies rituelles. Ils protègent le *Castanopsis spp.*, le *Ficus spp.*, le rotin, le bambou, une espèce de singes et une espèce de poissons (*Schizothorax sp.*) qui est considérée comme sacrée et utilisée lors de ces cérémonies. Ils prennent soin des roseaux (*Phragmites karka*) et du *Houttuynia cordata* (la plante caméléon) le long de la rivière et des diguettes agricoles, dont les racines luttent contre l'érosion du sol. Le *Phragmites* n'est récolté que pour la fabrication de paillassons traditionnels et la préparation salée locale, tandis que le *Houttuynia* est utilisé uniquement pour les besoins ethno-médicinaux ou en tant que légume.

Ces écosystèmes agricoles doivent leur durabilité, à des organisations solides et au partage de ces informations écologiques entre agriculteurs, traditionnellement transmises oralement, de génération en génération. La classification locale de l'utilisation de la terre agricole en sept catégories constituent des exemples de procédés écologiques novatrices de la part de ces groupements paysans. La sagesse traditionnelle sur l'interaction culture/sol, l'ethnopedologie, la gestion des substances nutritives, ainsi que la préservation des sols et de l'eau sont quelques exemples de connaissances écologiques

qui accompagnent le système de production durable dans son évolution et dont la gestion dépasse le cadre individuel.

Les Apatani possèdent huit types d'organisations paysannes informelles (Tableau 1), chacune avec un rôle et une charge de travail qui lui sont propres. Les groupements sont appréciés différemment par la communauté. Par exemple le Bogo est perçu comme étant le groupe le plus important en raison de la rareté des sources d'eau pour l'irrigation dans la vallée Apatani et pour une production efficace dans le système de rizipisciculture.

Les agriculteurs savent que les pratiques traditionnelles sont très importantes pour la conservation d'une production durable. La plupart des agriculteurs reconnaissent que l'absence de groupements paysans réduit facilement l'efficacité de la gestion des écosystèmes agricoles et hypothèque rapidement les connaissances écologiques techniques qui l'accompagnent. En dehors de l'appui financier, destiné particulièrement à la lutte contre l'érosion, les clôtures et la maintenance du drainage, les agriculteurs ne reçoivent et ne recherchent aucune intervention technologique ou autre forme d'aide auprès d'organismes extérieurs. D'après les experts externes, le système de rizipisciculture des Apatani est l'un des systèmes de culture les plus efficaces, encourageant ainsi les agriculteurs Apatani à poursuivre leurs pratiques traditionnelles.

Comme le montre ce tableau, certains groupements ont un responsable qui occupe le poste pendant 1 à 3 ans, alors que pour d'autres (groupes 4, 5, 6 et 7), les responsables n'occupent le poste que pendant une seule saison. Dans tous les cas, les responsables sont sélectionnés par le groupe et au sein de ce dernier. En cas d'absence d'un membre au travail de groupe, la norme traditionnelle veut que cette personne soit excusée si elle est malade ou, dans le cas contraire, engage un ouvrier agricole ou paie une amende.

Certains groupes ont également un Trésorier ou *Passer Binee* qui collecte les fonds et gère les comptes des groupements paysans. La caisse tenue par l'organisation est normalement destinée à l'achat d'outils nécessaires pour l'exécution des tâches de la communauté, mais également à la boisson et aux repas. Des prêts sont également disponibles au sein du groupe ou de la communauté, avec un taux d'intérêt de 3 % par mois. Le montant du prêt dépend de la garantie (champ, jardin de bambou ou ferme) fournie par l'emprunteur. Ce système permet non seulement d'aider les personnes dans le besoin, mais également de générer des revenus pour le travail communautaire. Bien que le conseil traditionnel du village ou *Bulyang* soit l'autorité suprême de la



Maintenance du système d'irrigation.
Photo : Auteur.

Tableau 1.**Types et mode de fonctionnement des groupements paysans traditionnels de la tribu Apatani***(en italiques les appellations en langues locales)*

Nom local des groupements paysans	Descriptif	Responsable	Tâche
<i>Bogo</i>	Groupement paysan partageant les sources d'eau communes. Le responsable dirige l'ensemble des activités du groupement. Le responsable est nommé pour 1 à 3 ans ; c'est un membre du groupement. La taille du groupement varie suivant celle du village et va de trois à 600 ménages.	<i>Bogo Ahtoh</i> (hommes)	Construction et maintenance du système de fourniture d'eau et réglementation du partage rationnel de la ressource entre membres du groupement
<i>Aji Lenda</i>	Groupement dont les champs se trouvent dans la même zone. Le responsable dirige l'ensemble des activités du groupement. En principe, il n'occupe cette fonction que pendant une année. Le groupement comprend 50 à 350 ménages.	<i>Lenda Kagenee</i> (hommes/femmes)	Construction et maintenance de sentiers pour faciliter l'accès aux champs.
<i>Sulu-sikhii</i>	Groupement dont les champs se trouvent dans la même zone. Le responsable dirige l'ensemble des activités du groupement. En principe, il n'occupe cette fonction que pendant une année. Le groupement comprend 50 à 350 ménages.	<i>Sulu Kagenee</i> (hommes)	Construction et maintenance des clôtures pour protéger les champs contre les animaux domestiques et sauvages.
<i>Tanser Patang</i>	Groupements constitués lors des périodes de préparation et de désherbage des champs. Le groupement comprend 5 à 15 ménages.	<i>Patang Ahtoh</i> (femmes)	Préparation des champs et des pépinières, semis et désherbage.
<i>Konchi Patang</i>	Ce groupement travaille le matin, entre 5 et 8 heures. Il comprend de 5 à 10 ménages.	<i>Patang Ahtoh</i> (femmes)	Préparation des champs, repiquage et désherbage.
<i>Halying Patang</i>	Ce groupement se donne main-forte pour le repiquage de jeunes plants. Le groupement comprend 5 à 15 ménages.	<i>Patang Ahtoh</i> (femmes)	Repiquage de jeunes plants, en particulier pour le riz paddy et le mil.
<i>Enthee Patang</i>	Groupement se constitue pour se donner main-forte lors des moissons. Le groupement comprend 8 à 12 ménages.	<i>Patang Ahtoh</i> (hommes/femmes)	Moisson et transport de la récolte.
<i>Bijee Lenda</i>	Groupement disposant de jardin de bambou dans la même localité. Là aussi, le responsable dirige l'ensemble des activités du groupement. En principe, il n'occupe cette fonction que pendant une année. Le groupement comprend 70 à 300 ménages.	<i>Sulu Kagenee</i> (hommes)	Construction et maintenance de sentier pour transporter le bambou, le bois et le bois combustible.

communauté Apatani, son rôle dans les groupements paysans est limité. Il peut, de temps à autre, intervenir en cas de litige.

La plupart de ces groupements paysans sont permanents et reposent sur les besoins de la communauté et la confiance mutuelle. Ainsi, ils contribuent au maintien de l'harmonie et de la cohésion sociales. Trois exemples de gestion collective des ressources naturelles sont exposés ci-dessous.

Système d'irrigation traditionnel

Le système d'irrigation Apatani est vieux de plus d'un siècle. La pratique a été revue et perfectionnée par le biais de l'implication de la communauté et du partage équitable des ressources hydriques. L'eau est recueillie près de la forêt sur les contreforts de la vallée. Elle est ensuite acheminée via les principaux canaux situés sur l'un des côtés de la vallée pour approvisionner les champs. Elle est ensuite distribuée à travers de nombreux petits canaux de sorte que chaque parcelle de terre en reçoive suffisamment pour la riziculture et la pisciculture. L'excédent d'eau est renvoyé au canal principal sans fuite de matière organique. Les

champs ont été formés le long des pentes d'écoulement. Aux niveaux les plus élevés de la vallée, les champs sont liés à des tuyaux de bambou de petit diamètre, où le volume d'absorption de l'eau est faible. Les tuyaux en pin de diamètre plus grand sont utilisés aux extrémités de la partie basse de la vallée où le volume d'eau est plus important. Ces systèmes d'irrigation sont gérés par les groupements paysans traditionnels dirigés par *Bogo Ahtoh*. La vision de ces groupes se traduit dans la gestion et le partage de l'eau dans la communauté. Etant donné qu'elle constitue l'élément le plus important dans la culture du riz, les agriculteurs en dépendent entièrement. La distribution

équitable a ainsi fait naître le concept de survie collective et de cohésion sociale au sein des groupements paysans. Chaque propriétaire de parcelle est tenu de fournir la même quantité d'eau aux parcelles voisines et le conseil traditionnel du village (Bulyang) veille au respect de ces réglementations. Chaque année, des travaux de réparation sont effectués sur les canaux par le biais d'une participation collective, chaque ménage mettant à disposition un de ses membres pour constituer la main d'œuvre.

Protection des champs

Les Apatani ont intégré l'élevage dans leurs systèmes agricoles. Ils élèvent des bovins et le mithun (*Bos frontalis*, un animal semi-domestique, également appelé bison d'Inde). Même si cette activité est positive, de nombreux champs sont exposés aux animaux domestiques et sauvages car la terre est proche de la forêt. Pour protéger les récoltes, les groupements paysans clôturent les champs avec du bambou, du bois et du rotin. Pour une gestion plus efficace des clôtures, les agriculteurs traditionnels ont formé un groupe appelé *Sulu-sikhii* dirigé par *Sulu Kagenee*. Ce groupe est dirigé par un homme, car il exige beaucoup de travail, notamment la collecte de matières premières dans la forêt. La clôture est réparée chaque année en fin novembre. Durant cette activité, chaque ménage concerné apporte, en guise de contribution, un bol de riz/mil (300 g) pour le repas, ainsi que du rotin, du bambou et du bois pour la clôture. Les clôtures bio de bambou et de bois sont construites avec du *Salix sikkimensis* (espèce de saule), du *Pyrus pashia* (famille des poires) et du *Ligustrum sp.* (appelé troène, une espèce courante utilisée pour les haies) qui sont plus durables.

Préparation des champs et moisson

L'entretien des sentiers, la préparation des champs et des pépinières ne peuvent pas se faire individuellement, aussi un groupe est-il formé pour mener ces activités et coordonner les efforts. Les agriculteurs possédant des champs près du sentier forment un groupe pour l'entretenir. Les groupes informels plus petits se rassemblent pour le désherbage, la préparation des champs, le repiquage et la moisson. Dans ces activités, les femmes jouent le rôle principal, bien que les hommes aient la responsabilité de la construction des diguettes et du battage des récoltes. La moisson se fait collectivement, les femmes coupant les épis et les hommes effectuant le battage.

Transition : défis et alternatives

Les groupements paysans traditionnels sont désormais dans une phase de transition, principalement en raison des influences externes. Certaines pratiques traditionnelles de gestion des écosystèmes sont menacées de disparition en raison de l'intégration de la main d'œuvre externe. Aujourd'hui, il n'est pas rare de voir les jeunes

quitter les communautés pour aller chercher du travail, affaiblissant ainsi la main d'œuvre traditionnelle. En outre, la main d'œuvre externe envahit de plus en plus la zone pour le sciage du bois de construction, l'extraction de pierres et la récolte de produits forestiers non ligneux. En raison des différences socioculturelles, climatiques et physiographiques, ces populations ont des techniques de gestion différentes, ce qui affaiblit souvent les pratiques traditionnelles Apatani. Les Apatani essaient de faire face à la situation en prenant conscience de l'efficacité de leur système, mais également de la nécessité de préserver leurs connaissances qui ont fait leur preuve avec le temps, en les consignnant dans des documents pour les générations futures.

Les influences externes ont affecté différents aspects de la gestion des systèmes agricoles. Par exemple, la clôture barbelée a été utilisée récemment, alors que la clôture bio est préférable car elle est plus respectueuse de la nature et plus efficace. Dans la vallée Apatani, les herbes et arbustes vivants ont traditionnellement servi à lutter contre l'érosion des rives du cours d'eau, mais cette méthode a disparu au fil des ans, affectant aujourd'hui les techniques de maîtrise des inondations. Des méthodes modernes utilisant des constructions en béton ont remplacé les techniques de conservation des sols et de l'eau, tandis que le bambou et les tuyaux en bois utilisés dans l'approvisionnement en eau d'irrigation ont cédé la place aux matériaux en plomb ou en plastique. En outre, la biodiversité agricole s'est dégradée avec le temps, car les autorités ont fourni des variétés de semences à haut rendement, réduisant ainsi les possibilités d'association des cultures. Dans les années 90, les agriculteurs ont accepté les concepts de variétés à haut rendement, d'engrais non organique, ou encore de culture fruitière. Toutefois, plus récemment, ils se sont rendus compte que la production de ces « variétés à haut rendement » était inférieure à celle des variétés locales et, en plus, demandaient beaucoup d'apports externes. Aujourd'hui, les agriculteurs ont abandonné l'idée de variétés à haut rendement et retournent à leurs variétés traditionnelles (18 variétés de riz ont été enregistrées par une seule enquête de terrain), plus adaptées aux conditions locales.

Se rendant compte de l'efficacité des pratiques de gestion traditionnelles, les Apatani réfléchissent aujourd'hui à la manière de préserver ces connaissances. Par exemple, à Tjang, un village de la vallée Apatani, plusieurs membres des groupements paysans prennent part au comité de développement du village, qui a joué un rôle actif dans la lutte contre la disparition des connaissances écologiques et la préservation des pratiques traditionnelles de gestion. Ils ont récemment adopté une résolution interdisant l'utilisation de la terre à d'autres fins, ordonnant l'arrêt de l'extraction non durable des ressources naturelles. Des amendes sont également prévues en cas de violation des rites et pratiques traditionnels, conformément aux normes locales existantes (*dapo*). Bien que les Apatani comprennent l'importance des pratiques traditionnelles, une plus grande prise de conscience est nécessaire d'une manière générale, car la plupart de leurs connaissances ancestrales ne sont transmises qu'oralement.

Regard tourné vers le futur

Les groupements traditionnels sont considérés comme étant viables et, même s'ils ont toujours besoin de main d'œuvre externe, ils pensent eux-mêmes être en mesure de faire face aux mutations actuelles. Les systèmes agricoles traditionnels peuvent tirer parti de l'utilisation de technologies nouvelles, appropriées et basées sur les connaissances agroécologiques novatrices des agriculteurs. Toutefois, il est important de recueillir et de revitaliser ces connaissances qui disparaissent rapidement, car les groupements paysans évoluent et les interventions dans les communautés autochtones deviennent plus nombreuses. Néanmoins, ces efforts ne porteront leurs fruits que si l'on valorise les contributions des communautés traditionnelles et que l'on considère ces dernières comme de véritables partenaires au développement. La tribu Apatani, étant conservatrice par nature et comportant des groupements paysans très évolués, peut constituer une force positive pour la revitalisation des connaissances agroécologiques novatrices dans les Himalayas de l'Arunachal.

Mihin Dollo. G.B. Pant Institute of Himalayan Environment and Development
North East Unit, Vivek Vihar, Itanagar-791113,
India.
E-mail : mihindollo@gmail.com

Références

- Dollo, M. and D. Choudhury, 2006. *Eco-cultural heritage of Arunachal Pradesh*. In: Rajeshwari Tondon (ed.), *Interpreting the heritage of North-East*. Lodhi Estate, New Delhi: India.
- Dollo M., S. Chaudhury et R.C. Sundriyal, 2006. *Traditional farming and land tenure systems in West Kameng district, Arunachal Pradesh*. In: Ramakrishnan, P.S., K.G Sexena et K.S. Rao (eds.), *Shifting agriculture and sustainable development of North-Eastern India*. UNESCO-MAB series, Oxford & IBH, New Delhi, India.
- Gadgil, M., et F. Berkes, 1991. *Traditional resources management systems*. *Resource management and Optimization* 8 (3-4):127-141.
- DeWalt, B.R., 1994. *Using indigenous knowledge to improve agriculture and natural resource management*. *Human Organization* 53(2): 123-131.
- P.S. Ramakrishnan et A. Kumar, 1990. *Energy Flow through an Apatani Village Ecosystem of Arunachal Pradesh in Northeast India*. *Human Ecology* Vol. 18, no. 3.

Remerciements:

L'auteur aimerait remercier le Directeur du GBPIHED, de Almora (Inde) pour lui avoir permis d'utiliser les installations ; le Chercheur responsable du GBPIHED, à la NE Unit d'Itanagar (Inde) et le Dr. D. Choudhury de l'ICIMOD au Népal pour ses conseils. Ces remerciements vont également aux communautés paysannes Apatani pour leur coopération lors de la collecte des informations et recueil de données.



LA FONGS : UNE VISION PAYSANNE POUR UNE NOUVELLE ÉCONOMIE RURALE SÉNÉGALAISE

Daouda Diagne

La FONGS une dynamique paysanne de plus de 150 000 membres

La Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS) est l'émanation de **3 000** groupements villageois et touche plus de **2 millions** de personnes dont **65 %** de femmes. Créée en **1976** sur l'initiative de **09** leaders d'associations paysannes, elle a été reconnue officiellement le **12 octobre 1978** comme une organisation à vocation socio-économique sans but lucratif. La FONGS est un mouvement paysan autonome qui compte aujourd'hui plus de **150 000** membres actifs regroupés dans **32** associations paysannes de dimensions variées réparties sur l'ensemble des **11** régions du Sénégal. Son siège est à Thiès, à 70 km de Dakar.

Dès ses origines, la FONGS s'est donnée comme finalité de constituer un mouvement associatif fort qui réhabilite le statut et l'identité du paysan par le biais de la responsabilisation et de l'autonomie dans la solidarité dans l'objectif de faire face aux défis qui interpellent le monde rural.

Elle vise les buts suivants :

- Développer les capacités d'autonomie des structures paysannes membres ;
- Consolider la solidarité inter associative ;
- Favoriser la responsabilisation de ses membres à travers des programmes de communication, de formation et de renforcement de capacités appropriées ;
- Permettre aux paysans de mieux vivre chez eux et de jouer un rôle moteur dans le déve-

loppement local.

Pour ce faire, elle se doit de remplir **trois conditions** :

- Etre reconnue dans son identité et ses valeurs en s'appuyant sur celle-ci pour impulser l'auto développement des terroirs villageois ;
- Valoriser les ressources humaines, naturelles, techniques et économiques ;
- Promouvoir des systèmes et des modes de production durables allant dans le sens de la sécurité alimentaire.

Depuis sa création, la FONGS a connu une évolution marquée par trois étapes :

- avant 1989 : naissance, croissance et crise ;
- de 1989 à 2001 : phase de redynamisation à travers dix ans de démarche programme avec un consortium de partenaires ;
- depuis 2002 : redéfinition d'une nouvelle vision. La FONGS propose ainsi "une vision politique et économique paysanne pour construire autrement le futur du monde rural sénégalais" ; cette vision est portée par deux outils :
 - le Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) ;
 - le Programme pour Autonomiser la Réflexion et l'Action Durable (PARAD).
- depuis 2007 : confirmation de la vision et redéfinition du PARAD 2.

Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal : FONGS- ACTION PAYSANNE
B.P. 269 THIES, Tél. 939 58 58 Fax : 951.23 52
@ : fongs@sentoo.sn Web : www.fongs.sn

Un secteur agricole sénégalais en profonde mutation

Depuis quelques années, le secteur agricole sénégalais, est confronté à un double processus de libéralisation externe et interne.

Sur le plan international, l'environnement reste marqué par l'élaboration de politiques agricoles à l'échelle régionale, notamment la mise en œuvre de la Politique Agricole de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (PAU); et l'élaboration de la politique agricole

de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (ECOWAP). Il est marqué également par les négociations bilatérales et multilatérales, notamment les Accords de Partenariat Économique (APE) et, les négociations commerciales multilatérales à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Au niveau national, le contexte est marqué par le renforcement des acteurs de la société civile, notamment des organisations de producteurs, mais aussi par l'approfondissement de la libéralisation économique et par la

mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) qui interpelle tous les acteurs. La LOASP constitue depuis 2004 le cadre légal de développement de l'agriculture sénégalaise pour les 20 prochaines années, à travers la modernisation de l'exploitation agricole familiale et la promotion de l'entreprenariat agricole et rural. Le processus d'élaboration des décrets d'application est en cours en 2007.

Depuis plusieurs années il est noté une dégradation continue du niveau de vie des ruraux, ceci malgré les efforts des multiples acteurs notamment les organisations paysannes (OP). Les politiques n'ont pas été bénéfiques aux paysans, au contraire, elles ont aggravé leurs conditions de vie et la pauvreté devient insupportable. L'avenir n'est pas certain et cette tendance peut continuer. Les OP ont déjà réagi mais l'effort est à redoubler et de nouveaux défis sont à relever au niveau local, national et international ; que ce soit dans la réduction de la pauvreté, le renforcement de l'organisation du monde rural ou encore la modernisation des exploitations agricoles.

Une vision sur la gestion des transformations en cours

La FONGS s'est trouvée dans la nécessité de répondre à trois questions fondamentales :

1. Comment faire pour que le paysan fasse vivre et développe son exploitation ?
2. Comment faire pour que le paysan puisse faire face aux politiques libérales ?
3. Comment faire pour que le paysan reconstruise et consolide les structures de base qui constituent son "périmètre de sécurité" (famille, communauté villageoise et inter-villageoise, groupements villageois, unions, associations, etc.) ?

En 2002, la FONGS a procédé à une lecture globale de l'évolution de la condition paysanne sur le plan national qui lui a permis de formuler une vision politique et économique paysanne pour construire autrement le futur du monde rural. Cette vision est exprimée dans son "document d'orientation stratégique" de juillet 2002 (voir encadré).

Une autre conception de l'économie

Cette vision repose d'abord sur :

- Une économie de promotion et non d'exploitation à des seules fins de recherche de profit. Les actions économiques à promouvoir doivent d'abord permettre aux ruraux de vivre correctement dans les villages et d'avoir des perspectives d'avenir dans un monde rural sécurisé. Pour redonner l'espoir aux ruraux, il faudra que soient assurées les conditions d'un développement plus équilibré entre villes et campagnes garantissant le devenir à long terme de la communauté nationale.

- Une économie profitable qui assure un volume d'activité et des revenus suffisants aux ruraux en exploitant mieux les ressources de base des terroirs, en y apportant une valeur ajoutée et en diversifiant les activités

agricoles et non agricoles par la reconstruction de "chaînes" de « production / transformation / commercialisation / services » qui permettra de relancer l'économie rurale.

- Une économie durable, soucieuse de la reconstitution des ressources naturelles et de l'entretien des mécanismes sociaux permettant de gérer un "vivre ensemble" solidaire.

- Une économie équitable (s'attaquant aux causes de la pauvreté et réduisant les inégalités) qui doit permettre à terme d'assurer au paysan un statut socioéconomique, une sécurité et des conditions de vie de même niveau que pour l'ensemble des citoyens.

Extraits du DOS de la FONGS

Une production de connaissances paysannes

Pour réaliser sa vision, la Fongs a élaboré un programme dénommé PARAD (Programme pour Autonomiser la Réflexion et l'Action Durable). Les activités ont démarré par une

auto analyse paysanne de l'environnement et des pratiques des associations membres à travers une approche par zones agro-écologiques. En partant des six zones éco-géographiques déterminées, les associations ont analysé leur milieu avec leurs propres critères.

Cet important travail de diagnostic et de caractérisation a permis de déterminer 6 grandes zones agro-écologiques (ZAE) qui recoupent sensiblement celles du CSE. Cependant, la prise en compte de la dimension socio-économique et culturelle a permis d'affiner les critères d'analyse. Ainsi, 46 sous-zones ont été déterminées d'après la lecture des paysans et ruraux.

En 2004, la FONGS a créé dans chacune des ZAE des pôles de compétences économiques paysannes appelées Cellules régionales d'appui aux initiatives économiques (CRAIES). En 2005 ces cellules ont commencé à étudier les stratégies paysannes dans chacune de leurs zones en s'appuyant notamment sur les bilans de campagne des exploitations familiales. Elles ont pu commencer à repérer les bases des différentes économies paysannes selon les zones agro-écologiques. Elles ont pris comme point de départ l'analyse de la façon dont les familles rurales assurent leur subsistance alimentaire (fonction "nourricière" de l'agriculture).

Le croisement de ces analyses a permis de repérer des différences et des constantes et d'esquisser une typologie des économies rurales sénégalaises dégageant trois cas de figure :



Auto-analyse paysanne dans les Niayes. Photo : l'auteur.



Magasin de stockage de l'UGPN. Photo : Auteur

• **Type 1 : "des économies et sociétés basées sur l'agriculture"** : dans certaines parties du pays les activités (agriculture, élevage, pêche) permettent encore de nourrir le paysan et restent le fondement de l'économie locale

• **Type 3 : "des économies et sociétés rurales nouvelles"** : à l'opposé, dans d'autres parties du Sénégal, le paysan ne peut plus vivre aujourd'hui de l'agriculture, et est entré dans un nouveau type d'économie basé sur d'autres ressources

• **Type 2 : "des économies et sociétés en mutation"** : dans la plus grande partie du pays, c'est une situation intermédiaire aux issues incertaines : elles peuvent tout aussi bien retrouver un équilibre autour de l'agriculture, ou basculer vers une économie non agricole.

Les trois types d'économie définis par les membres de la FONGS



- 1. Économie et société basées sur l'agriculture et l'élevage.
- 2. Économie et société en mutation.
- 3. Économie et société nouvelles.

Connaître les réalités paysannes pour être plus efficaces

Une meilleure connaissance des réalités paysannes a permis à la FONGS d'être plus efficace dans l'appui à ses membres mais aussi dans le développement de la capacité d'influence des politiques agricoles.

Elle apporte une meilleure réponse aux demandes d'appui des associations parce que : (i) les potentialités, contraintes et enjeux de l'environnement économique et social sont mieux connus ; (ii) les aspects économiques et politiques sont mieux maîtrisés ; (iii) les critères d'analyse pour profiler des conseils sont plus précis. Tout ce ci permet un accompagnement des associations et des membres plus adapté aux réalités dans lesquelles ils vivent.

Au-delà du fait que la FONGS oriente mieux ses actions à la base, elle développe un argumentaire pertinent et défend des positions claires lors des négociations. Par exemple, elle défend l'idée que la conception des politiques agricoles et de développement rural doit prendre en compte les dynamiques en cours et considérer les exploitations familiales dans leur grande diversité. D'autre part, elle pose avec courage et acuité la question de la compréhension et de l'accompagnement de la sortie de certaines familles de l'agriculture.

Il lui est plus facile aujourd'hui d'anticiper sur les mutations institutionnelles. En effet, il s'est avéré que les associations réagissent différemment selon les types d'économies et de sociétés auxquels elles font face. Les changements ont des conséquences institutionnelles, et induisent des mutations qu'il faut maîtriser, notamment en ce qui concerne l'évolution des OP au niveau du village (groupements, associations villageoises de développement, etc.). Le positionnement des associations sur les dynamiques de décentralisation et de développement local sera ainsi facilité.

Les bilans stratégiques et les évaluations du PARAD ont validé l'utilité et la pertinence de la production de connaissances paysannes. Cependant, l'introduction de la notion d'économie rurale exige : (i) une meilleure connaissance des activités non-agricoles, et de l'élevage ; (ii) une meilleure compréhension des flux et échanges socioéconomiques en milieu rural ; (iii) une meilleure compréhension des logiques familiales et communautaires, d'utilisation des revenus.

Ces préoccupations sont prises en compte dans le nouveau programme, le PARAD 2 définie en 2007. Comme le PARAD 1, ce nouveau programme va s'appuyer sur la vision paysanne définie en 2002 dans le document d'orientation stratégique (DOS). La pertinence de la vision paysanne est ainsi confirmée.

Daouda Diagne, Responsable de l'information, la communication et la formation à la FONGS
E-mail : ddiagne2001@yahoo.fr



COOPÉRATIVE DES AGRICULTEURS DE LA MALABING VALLEY AUX PHILIPPINES

Cristina R. Salvosa

La Vallée de Malabing se trouve au Nord-Est du Couloir de la Sierra Madre, à Nueva Vizcaya, aux Philippines. Bien que le maïs et le riz soient toujours les principales cultures, la production d'agrumes s'est intensifiée depuis son introduction dans la vallée au début des années 1980. Le climat doux, les sols riches et les forêts sont des conditions exceptionnelles, favorables à la culture de diverses espèces d'agrumes sur plus de mille hectares. La production d'agrumes est présentement, pour la population de la vallée, la principale source de revenu tiré de la ferme, et elle a également permis d'apporter d'importantes améliorations dans la communauté, par exemple, de fournir de nouvelles infrastructures, facilités et services à une vallée qui était autrefois inaccessible. La plupart de ces réalisations sont imputables aux efforts fournis par la coopérative multifonctionnelle de la Vallée de Malabing.

Naissance d'une coopérative

La création de la coopérative date du mois d'avril 1989, lorsqu'un groupe de professionnels locaux dirigés par Alfonso C. Namuje Jr. a décidé d'explorer les options disponibles pour améliorer les conditions socioéconomiques de leurs communautés respectives. L'une de ces options consistait à amener les agriculteurs à collaborer d'une manière ou d'une autre dans le cadre de leur travail. Ce noyau dur a d'abord formé une association d'agriculteurs au niveau de la vallée tout en organisant d'autres groupes d'agriculteurs dans les six *barangays* ou villages de la vallée. Ils ont bénéficié dès le départ de l'assistance des dirigeants d'une coopérative en place (*la Bambang Fruits and Vegetable Growers Co-operative*), qui organise des cours sur les problèmes des coopératives ainsi que des rencontres avec les représentants de différents groupes d'agriculteurs. Ils ont décidé d'adopter l'idée de la création d'une coopérative qui, pour eux, était meilleure que celle de la création d'une association d'agriculteurs.

Ce groupe initial a ensuite participé à une formation visant à renforcer leurs connaissances dans le leadership et la gestion de coopérative; il a par la suite invité tous les agriculteurs des six barangays à participer à un Séminaire de formation de futurs membres de coopérative. L'intérêt manifesté par l'ensemble des participants a mené à la création d'une coopérative à Malabing. Avec 48 membres, la Coopérative multifonctionnelle des agriculteurs de la Vallée de Malabing a été officiellement enregistrée en mars 1990, avec pour objectif d'accorder des prêts d'intrants agricoles pour la production d'agrumes.

De prime abord, le travail était difficile : la coopérative disposait d'un capital limité, les routes étant mauvaises et les installations de transport limitées, il était difficile de vendre le produit à un bon prix. Dans la mesure où la production d'agrumes exige des investissements relativement importants, la coopérative a sollicité un prêt de production auprès

d'une institution de financement du gouvernement pour augmenter son fonds de roulement. Cette démarche s'est avérée très positive dans la mesure où elle a incité davantage d'agriculteurs à l'adopter. Des cours et séminaires périodiques ont été organisés alors que les membres du bureau et le personnel d'encadrement ont participé à des séminaires sur la gestion des coopératives et les techniques de production d'agrumes.

Créée il y a 16 ans, la coopérative compte à présent 389 membres. La majorité de ses avoirs sont investis dans l'infrastructure, les installations de transport, les machines et l'équipement pour la gestion post-récolte. La coopérative a fait ses preuves en servant de catalyseur du développement dans la vallée : ses rapports avec les services de l'administration locale et avec d'autres organisations non gouvernementales l'ont aidée à améliorer le réseau routier de la vallée. Pour être accessible aux membres et aux clients éventuels, la coopérative a implanté de manière stratégique son bureau commercial dans le secteur commercial de Nueva Vizcaya. Un comptoir commercial a également été mis en place pour permettre aux membres d'exposer et de vendre leurs produits.

Pour une agriculture plus durable

La Coopérative multifonctionnelle des agriculteurs de la Vallée de Malabing s'est lancée dans des activités de renforcement des capacités non traditionnelles en tant que moyen d'organiser les agriculteurs de la vallée, mais également une façon de protéger ses ressources naturelles. La coopérative a collaboré avec des ONG et avec le gouvernement dans l'élaboration d'un cadre d'utilisation des terres pour un programme de gestion forestière axé sur la communauté, visant à empêcher une reconversion incontrôlée des terres forestières librement accessibles à la culture d'agrumes et à d'autres activités agricoles.

Le système de production promu est lié au *muuyong*, système traditionnel des populations d'Ibugao, où les forêts naturelles sont gérées comme des terres boisées. Ces dernières servent de sources de combustible et de bois d'œuvre à usage local et de protection des micro-bassins versants. La coopérative participe activement à la promotion du système *muuyong* afin de veiller à ce que les intérêts commerciaux n'entraînent pas la dégradation de l'écosystème agricole. Le résultat a été encourageant dans la mesure où les conditions de couvert fermé de la forêt naturelle ont reconquis les couverts forestiers auparavant de densité légère. La pratique du nomadisme agricole communément constatée dans les forêts voisines a diminué.

La production d'agrumes est favorisée en raison de son potentiel économique, mais également en tant qu'option durable. Environ 800 familles de la vallée de Malabing dont la plupart sont membres de la coopérative, pratiquent actuellement la culture d'agrumes. Le patrimoine génétique des agrumes est

géré par la coopérative grâce à une installation de pépinières. Cette pratique permet de garantir une production de semis exempts de maladies et la protection des arbres arrivés à maturité. L'utilisation d'engrais organiques remplace rapidement l'application d'engrais chimiques, l'utilisation des pesticides et des herbicides doit cependant être réduite de manière considérable.

Enseignements tirés

La création et l'évolution de la coopérative de Malabing donnent un certain nombre d'enseignements fondamentaux concernant l'autonomie assistée. La coopérative a initié des activités pour attirer l'attention sur les besoins de développement de la communauté. Au lieu de rester inactive et de voir venir les choses, elle s'est lancée dans la pratique d'une agriculture à fort rapport économique qui, au bout du compte, s'est avérée payante. Entre autres enseignements tirés au cours de ces 16 années, nous pouvons noter que :

- Le fait d'avoir une vision commune est un premier pas essentiel à la fondation d'une vraie coopérative. La coopérative est un produit qui exige des dirigeants de sa communauté un véritable consensus et une vision commune. Un réel sens de l'« appropriation collective » a été cultivé dès le départ et a parfois permis à la coopérative de mobiliser et de soutenir une forte participation communautaire ;
- La coopérative peut faciliter un développement communautaire plus poussé. Le leadership institutionnel fort de la coopérative lui a permis de prolonger son mandat et d'intégrer des services socioéconomiques vitaux dans la communauté en établissant des liens et un partenariat avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales ;
- Il convient d'établir l'équilibre entre le leadership traditionnel et la gestion professionnelle. La solide culture autochtone de la communauté a été une source de détection de leaders traditionnels sur qui on a pu compter, qui ont exercé l'autorité avec respect. Toutefois, les aînés ont jugé sage d'encourager les jeunes professionnels à accepter des rôles de direction. A ce titre, la coopérative est gérée avec compétence par un groupe de jeunes qui ont fait des études supérieures, qui ont vu les promesses d'une vie meilleure en retournant dans leur communauté. Dans le même temps, cette expérience a montré qu'une gestion convenable des ressources naturelles est essentielle à un système de production d'agrumes durable. Pendant ses années d'activités, la coopérative s'est érigée en défenseur acharné de l'agriculteur durable sur la base de l'appréciation de la nécessité d'équilibrer la production alimentaire par rapport à la conservation de l'écosystème forestier.

Cristina Salvosa, Assistant Professor, Nueva Vizcaya State University, Bayombong, Nueva Vizcaya, the Philippines.
E-mail : c.salvosa@yahoo.com



LES ORGANISATIONS PAYSANNES EN QUESTION

Jon Hellin, Mark Lundy et Madelon Meijer

Les organisations paysannes apparaissent comme un levier pour l'amélioration de l'accès des producteurs aux marchés. En conséquence, les décideurs et les spécialistes du développement s'emploient à soutenir les petits producteurs afin qu'ils puissent s'associer, collaborer et coordonner leurs efforts en vue de réaliser des économies d'échelle dans leurs transactions avec les fournisseurs d'intrants et acheteurs. L'enthousiasme pour les organisations paysannes a parfois occulté le fait que la création d'organisations viables n'est pas un processus simple. C'est souvent un défi d'établir les règles sur lesquelles sont basées les organisations paysannes et de faire observer ces règles. Parfois, la création d'organisations paysannes entraîne des frais de transaction qui, s'ils sont trop élevés, peuvent donner à penser que les agriculteurs auraient mieux fait de ne pas s'organiser. En outre, une association prospère exige souvent des compétences en matière de gestion et des talents d'entrepreneur qui peuvent manquer chez producteurs et les services professionnels de gestion coûteux.

Il convient donc d'examiner ce que nous entendons par organisations paysannes et de mieux comprendre quand elles ont un sens, quand elles n'en ont pas et comment elles peuvent être mieux établies et maintenues. Il faut davantage d'informations sur les types d'organisations les plus appropriés s'il en existe, si le secteur public et/ou privé est mieux placé pour soutenir leur formation ainsi que les conditions nécessaires pour garantir leur viabilité économique. Nous explorons ces questions dans le contexte des légumes à fort rapport économique au Honduras et à El Salvador, ainsi que le maïs, produit de base au Mexique.

Les légumes en Amérique centrale

En Amérique centrale, le commerce des légumes a augmenté de manière considérable depuis le début des années 1980, en raison de l'urbanisation d'une part et de l'accroissement des revenus d'autre part. Les organisations de développement ont favorisé la croissance dans la production et le marketing des plantes à très fort rapport économique dans des environnements à flanc de coteau en vue de compléter les systèmes de production de maïs et de haricot des petits exploitants les plus traditionnels. De 2004 à 2005, le Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT), l'Organisation des Nations

Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Agropyme project of Swisscontact et le Catholic Relief Services (CRS) ont cherché des stratégies visant à favoriser la participation des petits exploitants aux chaînes d'approvisionnement en légumes liées aux supermarchés locaux : un secteur d'interventions concernant le rôle des organisations paysannes. Trois organisations officielles de producteurs d'El Salvador et deux du Honduras ont fait l'objet d'enquêtes. Diverses méthodes ont été utilisées pour analyser l'histoire des chaînes de valeur ; les rapports entre les acteurs de la chaîne (agriculteurs, intermédiaires et supermarchés), la santé et la viabilité financières des organisations paysannes. COHORSIL est une coopérative agricole du Honduras fondée en 1980 et traditionnellement axée sur la production, la transformation et le marketing du café. Face à la baisse des prix du café, la coopérative a envisagé de diversifier ses activités. Avec un financement de la Suisse, elle s'est orientée vers la production et la commercialisation des légumes frais. COHORSIL a élaboré un plan d'activités et veillé à ce que ses membres aient accès aux semis produits dans des serres et autres entrepôts ; à des facilités de conditionnement et aux services de commercialisation. La coopérative approvisionne directement ces membres contre paiement et elle a établi des liens avec les fournisseurs privés qui offrent des services spécialisés tels que l'analyse du sol, l'assistance technique et l'installation de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. La plupart des membres de la coopérative peuvent produire des légumes qui répondent aux normes de qualité des supermarchés locaux.

Cela semble être une expérience réussie et l'est, à bien des égards. Cependant, l'équipe chargée de l'enquête a découvert que les organisations paysannes obtiennent un très faible pourcentage du prix à la consommation : 3 % au Honduras, et 6 % à El Salvador. La combinaison de petits volumes et de marges faibles signifie que plusieurs des organisations paysannes étudiées ont besoin de subventions pour couvrir les coûts opérationnels en dépit de l'apport important fourni par les donateurs et les agences de développement pendant de longues périodes.

Si ces subventions fournissaient l'accès aux marchés à un nombre important de petits exploitants, il y aurait un soutien constant de la part du secteur public ou du donateur. Cependant, cela ne s'est pas produit : en dépit

d'investissements importants en temps et en ressources financières, les organisations de producteurs existant dans les deux pays représentent moins de 5 % de l'ensemble des producteurs horticoles de chacun de ces deux pays. Entre autres raisons on compte : les compétences limitées en affaires au sein des organisations de producteurs, les modèles organisationnels qui sont trop coûteux du point de vue du temps et des ressources financières pour établir un lien entre les petits exploitants et les marchés dynamiques et enfin, l'incertitude relative aux avantages que les petits exploitants peuvent attendre du réseau de supermarchés. L'étude explore des formules de substitution à l'organisation paysanne qui pourraient réaliser des résultats socioéconomiques similaires voire meilleurs à un coût global plus faible. Une possibilité pleine de promesses est le modèle d'agriculteur principal actuellement développé par le secteur privé. Ce modèle est basé sur des structures organiques qui se développent autour des producteurs et qui ont montré leur aptitude à répondre aux exigences qualitatives et quantitatives des supermarchés. Les supermarchés encouragent les principaux agriculteurs à s'organiser pour soutenir leurs voisins afin qu'ils répondent à ces exigences, avec peu d'investissement, au-delà de la prime fournie par les débouchés. L'investissement initial en temps et en argent dans les modèles d'agriculteur principal est beaucoup plus faible que les modèles promus par les agences de développement. Une autre question qui se pose est celle de savoir quels sont les avantages que l'organisation paysanne tire d'un meilleur accès aux intrants tels que les semences et au crédit plutôt que des chaînes de valeur de la production. Le travail effectué au Mexique jette la lumière sur cet aspect.

Le maïs du Mexique

Le maïs est cultivé au Mexique depuis 6000 ans environ et revêt une très grande importance économique pour des millions de petits producteurs, particulièrement dans le Sud du pays. Depuis 2005, le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) et la FAO ont participé aux travaux de recherche de l'impact des marchés sur la gestion du maïs par l'agriculteur, dans l'Etat du Chiapas, au Sud du pays.

A la différence des légumes d'Amérique centrale, les auteurs n'ont trouvé aucun exemple de cultivateurs de maïs travaillant

ensemble pour accéder aux marchés du maïs-grain. Les agriculteurs rapportent qu'il n'y a aucun avantage à créer une organisation pour vendre les graines. Cela est dû en partie au fait que c'est le gouvernement qui fixe le prix des graines que reçoivent les agriculteurs et ces derniers reçoivent les mêmes prix, quel que soit le type de maïs qu'ils cultivent. En outre, les coûts de transaction liés à l'accès aux marchés sont relativement faibles : il y a tellement d'acheteurs et de vendeurs que les organisations paysannes auraient peu d'impact sur les prix, par exemple. Il existe toutefois des exemples de localités où les producteurs se sont organisés pour avoir accès aux intrants tels que les semences, les engrais et le crédit. Ces organisations paysannes à la fois informelles et éphémères ont été encouragées par les programmes de soutien public à l'agriculture qui fournissent des intrants. Les cultivateurs de maïs ont, en général, formé des organisations pour deux raisons : tirer partie de l'assistance de la vulgarisation subventionnée et avoir accès aux semences de maïs subventionnées. Depuis le milieu des années 1990, les vulgarisateurs privés connus au plan local sous le nom de despachos ont fourni une assistance technique aux petits exploitants. Les despachos ne travaillent pas avec des agriculteurs individuels, d'où la nécessité d'organiser les paysans en groupe. Les despachos aident les agriculteurs à accéder au crédit qui est accordé à de faibles taux d'intérêt. Le crédit est lié à un dossier technique subventionné par le gouvernement qui comporte un ensemble d'intrants : engrais, pesticides, herbicides et semences. Les despachos gagnent de l'argent en vendant ce dossier technique à des groupes d'agriculteurs. Le système subventionné a bien fonctionné pendant de nombreuses années mais, récemment, le maïs est devenu moins rentable, les agriculteurs n'ont pas réglé les échéances de leurs emprunts et les banques sont moins intéressées à prêter aux groupes d'agriculteurs. Le nombre de despachos a baissé depuis le milieu des années 1990 et la poursuite de cette vulgarisation publique/privée reste encore incertaine. Les agriculteurs peuvent également avoir accès aux semences de maïs subventionnées par d'autres moyens. Cette subvention varie d'une année à l'autre, mais, en 2006 le montant de la subvention du gouvernement était de 300 pesos mexicains (28\$US) par sac de semences à raison de deux sacs par agriculteur. Chaque sac contient assez de semences pour un champ d'un hectare. En fonction du type de semence, la subvention couvre de 30 à 100 % du coût des semences. Pour accéder à la subvention, les agriculteurs doivent adresser une demande au Ministère du

Développement rural. La demande est supérieure à l'offre alors que théoriquement, les agriculteurs individuels peuvent accéder à la subvention, mais ils ont davantage de chance de recevoir des semences subventionnées s'ils en font la demande en tant que groupe. La subvention aux semences encourage donc les agriculteurs à s'organiser.

Ensuite, les distributeurs de semences ? préfèrent de loin travailler avec des groupes d'agriculteurs dans la mesure où ils réduisent leurs coûts commerciaux. En conséquence, les organisations paysannes peuvent négocier de meilleurs prix. La communauté de Roblada Grande illustre les avantages de l'auto-organisation des agriculteurs lorsqu'il s'agit d'acheter les semences. En 2006, un groupe d'agriculteurs de Roblada Grande a fait une demande acceptée par le Ministère pour plus de 800 sacs de semences subventionnées. L'organisation a décidé d'acheter des semences de maïs hybride à haut rendement. Chaque sac de semences est normalement vendu à 940 pesos (88\$US) mais les agriculteurs ont décidé d'acheter les semences chez un distributeur et ils ont essayé de négocier le prix pour le ramener à 860 pesos (80\$US). Avec la subvention, les agriculteurs ont fini par acheter le sac à 560 pesos (52\$US). De plus, le distributeur de semences a transporté les semences à la communauté sans frais supplémentaires.

Organisations paysannes et accès aux marchés

Ces exemples montrent qu'il est très rare que les organisations paysannes s'organisent spontanément sur une base formelle et non informelle : le soutien est souvent nécessaire à la création et aux performances soutenues des organisations paysannes. A El Salvador et au Honduras, les organisations paysannes obtiennent un très petit pourcentage du prix final à la consommation et les volumes peu importants de produits ajoutés aux faibles marges signifient que les subventions actuelles sont probablement nécessaires pour couvrir les coûts opérationnels. Alors que le climat politique de ces deux dernières décennies a été hostile aux subventions, le rôle primordial des secteurs privé et public dans la participation au développement agricole est de plus en plus reconnu.

S'il existe des raisons de « relancer » les organisations paysannes avec de l'argent public, cet argent doit être utilisé de manière à promouvoir, au lieu d'exclure, l'investissement du secteur privé. Cela permet à l'Etat de se retirer à mesure que la croissance économique se poursuit. Il convient donc d'allier des compétences et expériences en gestion aux différentes formes d'organisations paysannes. Une

des raisons qui justifient l'échec des organisations paysannes est que, encouragées par les agences de développement elles se fixent des objectifs irréalistes. En effet, ces agences souhaitent améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés mais ne reconnaissent pas totalement les contraintes liées à leur réalisation par une action collective. Dans certains cas, il vaut mieux mettre en relation les agriculteurs avec les fournisseurs de services spécialisés plutôt que d'ajouter des fonctions supplémentaires aux organisations paysannes déjà surchargées de travail.

Les agences de développement peuvent jouer un rôle très important dans la facilitation du développement de l'organisation paysanne, particulièrement dans les premières phases, mais une plus grande attention doit être accordée aux questions ci-après : « une organisation agricole pourquoi faire ? » et « une fois organisés, avec qui pourrions-nous établir un partenariat ? » En ce qui concerne l'accès aux marchés, notre recherche nous a suggéré que les avantages de l'organisation paysanne officielle sont plus évidents dans le secteur des légumes caractérisé par ses coûts de transaction élevés liés à l'accès aux marchés. En cas de récoltes de produits comme le maïs, il se peut que les agriculteurs n'aient pas intérêt à s'organiser pour des ventes sur le marché ; cependant, les organisations paysannes peuvent bénéficier d'un meilleur accès aux intrants agricoles et aux services technologiques. En outre, ces avantages peuvent être garantis par des organisations informelles, voire éphémères plutôt que par des organisations officielles plus exigeantes.

Jon Hellin. Impact, Targeting and Assessment Unit, International Maize and Wheat Improvement Center, CIMMYT.

E-mail : j.hellin@cgiar.org

Mark Lundy. Senior Research Fellow with the rural Agro-enterprise Development Project, International Center for Tropical Agriculture, CIAT.

E-mail : m.lundy@cgiar.org

Madelon Meijer. Associate Professional Officer, Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO).

Références

-Berdegué, J., 2002. Learning to beat Cochrane's treadmill. Public policy, markets and social learning in Chile's small-scale agriculture. In Leeuwis, C. and R. Pyburn (eds.), Wheelbarrows full of frogs: Social learning in rural resource management. Van Gorkum, Assen, The Netherlands.

-Food and Agriculture Organization. 2004. The State of Agricultural Commodity Markets. FAO, Rome, Italy.

-Miehlbradt, A.O. and M. McVay, 2005. From BDS to making markets work for the poor. International Labour Organization, Geneva, Switzerland.

-Stringfellow, R., J. Coulter, T. Lucey, C. McKone, and A. Hussain, 1997. Improving the access of smallholders to agricultural services in Sub-Saharan Africa: farmer cooperation and the role of the donor community. Natural Resource Perspectives, No. Overseas Development Institute (ODI), London, U.K.

S'ORGANISER EN VUE DE PRÉSERVER LES SEMENCES LOCALES

Malamba Clement Mwangosi

Les agriculteurs de Bwipa, village éloigné, situé dans le district d'Ileje, dans la région sud de Mbeya en Tanzanie, cultivent régulièrement le maïs, la banane, la pomme de terre et le riz des hautes terres. La variété de maïs la plus souvent semée dans cette région est une variété hybride à haut rendement qui est sujette à la maladie et aux attaques des ravageurs. Si on la compare aux variétés locales, le maïs hybride a moins de goût et coûte plus cher, non seulement en raison du prix de la semence, mais aussi du coût de l'engrais. En outre, à cause de ce caractère hybride, les agriculteurs sont tenus d'acheter de nouvelles graines tous les ans, sinon les rendements chutent. Cette situation générale s'est compliquée davantage, en 2003, en raison de la pénurie de semences. Cette situation a entraîné la formation d'un groupe d'entraide avec pour objectif précis de garantir la disponibilité de semences de bonne qualité. L'exemple a été donné par une agricultrice, Mme Mattei qui, après avoir constaté qu'il était difficile d'acheter des semences de maïs plusieurs années de suite, a décidé de se procurer quelques épis d'une variété locale.

Mme Mattei s'est procurée quelques épis d'un maïs dénommé kobo au cours d'une visite qu'elle effectuait chez des parents à Chunya, un autre district de la même région. Contrairement au maïs hybride, le maïs kobo mûrit très vite, est plus savoureux, tolère mieux les parasites et les maladies, ne nécessite pas beaucoup d'engrais et ses semences se trouvent facilement. Mieux encore, les agriculteurs peuvent utiliser les semences stockées après la dernière récolte de la saison en étant sûrs de n'affecter ni la production ni le rendement. Les agriculteurs de Bwipa avaient cependant cessé de cultiver le kobo, son rendement global étant plus faible que celui du maïs hybride. Lorsqu'elle a ramené ces épis à la maison, Mme Mattei les a stockés et a semé les graines dans son champ. Malgré la rareté des pluies au cours de cette saison, elle a pu récolter suffisamment de maïs pour sa famille, alors que la récolte de ses voisins était plutôt médiocre. Ils se sont rendus compte, encore une fois, que les semences de maïs hybride ont un mauvais rendement au cours des saisons de faible pluviosité.



*Un membre du groupe montre fièrement les semences de maïs et de haricots qu'il a stockés.
Photo :Auteur.*

Quand le maïs organise

C'est alors que l'idée de former un groupe de conservation des graines a été lancée, suite aux expériences précédentes avec la formation de groupes d'agriculteurs dans la région. Dans le cadre de ses activités de vulgarisation, le gouvernement a favorisé des groupes et organisations paysans. Les agriculteurs de Bwipa ont décidé de former un groupe local en vue de conserver les graines de variétés locales. Ils ont commencé par aménager un endroit où ils pourraient stocker les semences des cultures pratiquées dans la région. Les variétés locales de maïs, haricot, mil rouge, citrouille, concombre et bien d'autres ont été, dans un premier temps, stockées dans une des maisons d'un membre du groupe qui s'est proposé pour garder les semences du groupe. Après avoir tenu plusieurs réunions, ils ont décidé d'utiliser différentes méthodes et types de structures de stockage, allant des récipients et gourdes en argile aux silos locaux connus sous le nom de dali. Ces méthodes ont été traditionnellement utilisées dans cette région, bien que l'introduction de sacs en jute ait rendu leur utilisation moins courante.

Le groupe a décidé par la suite que chaque membre apporterait des semences de différentes cultures, ils procéderaient ensuite à des échanges, ce qui permettrait à chacun d'eux d'avoir un stock de semences diversifié. Ils organiseraient alors des rencontres régulières pour réfléchir sur l'état de leurs stocks et pour informer les autres membres de l'exis-

tence éventuelle de semences d'autres localités qu'ils pourraient également envisager de stocker. Les graines disponibles seraient alors partagées. La plupart ont opté pour l'installation d'un dali chez eux, en construisant un silo en tiges de bambou. Le feu de cuisson en dessous du dali y laisse échapper de la fumée qui protège ainsi les graines contre les insectes. Les agriculteurs utilisent également les cendres de foyer pour éloigner les insectes et conserver les graines. Les graines de ces dalis sont protégées contre les insectes pendant trois ans.

Tirer partie des réalisations

Les agriculteurs de Bwipa estiment que leur groupement de production de semences reste à consolider. Au nombre des difficultés rencontrées, ils ont constaté que certains membres, face à des problèmes personnels, consomment les semences stockées. Des discussions sont donc en cours à propos de l'option de centralisation du stockage et d'une gestion tournante.

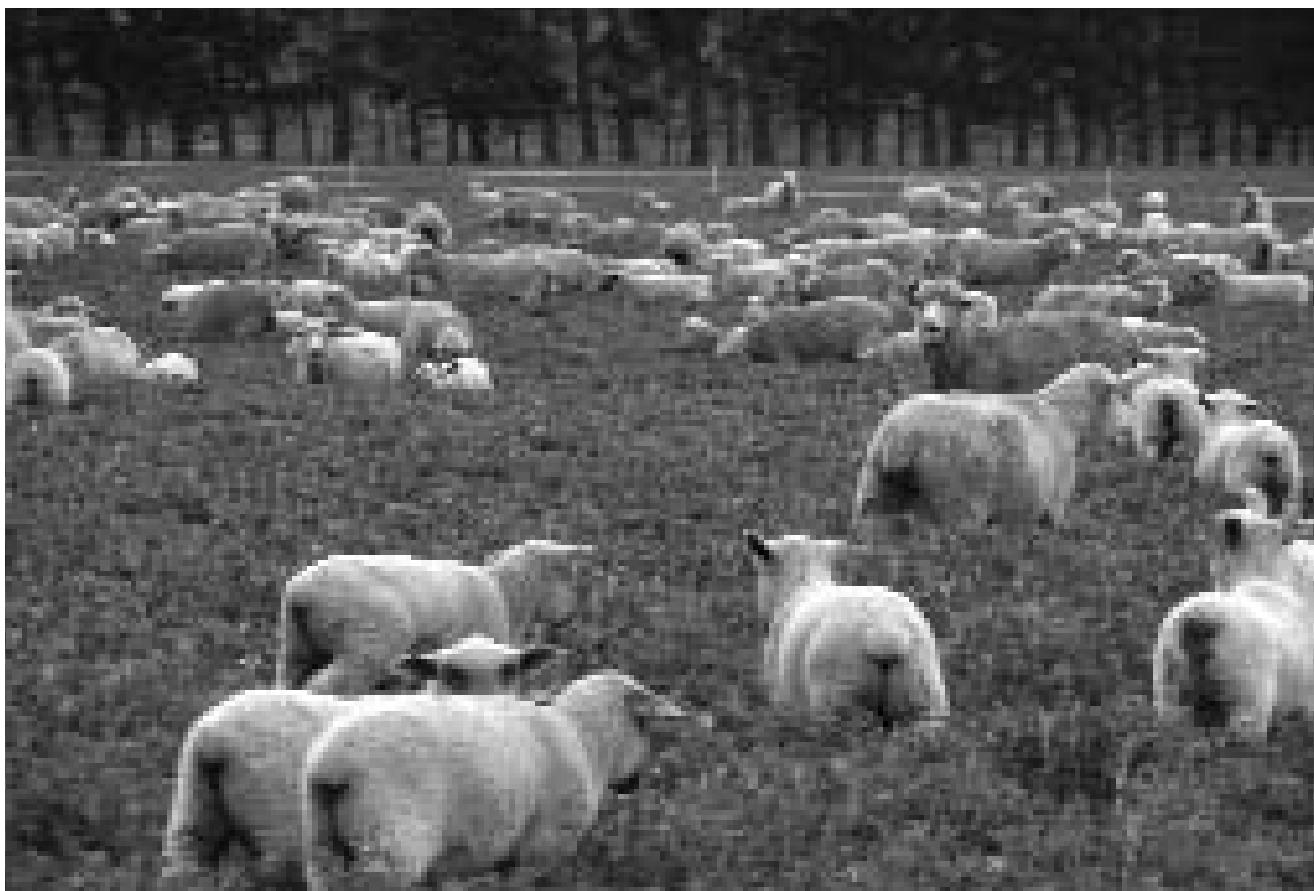
Toutefois, au-delà de ces difficultés, les résultats obtenus par ce groupe sont déjà visibles. Les graines stockées pendant plusieurs mois ont déjà été semées et récoltées. Bien que le rendement ne soit pas élevé, surtout si on le compare à celui du maïs hybride, leurs avantages résident dans la garantie de récolte même lorsque les conditions sont incertaines. Les agriculteurs font également mention des avantages d'une plus grande diversité de semences : plus les variétés de semences stockées sont différentes, plus la production sera diversifiée. L'esprit de groupe qui se développe de plus en plus, est manifeste et favorise considérablement la créativité. Par exemple, sur la base des premiers résultats enregistrés, le groupe envisage de se lancer dans un programme d'épargne et de crédit et dans d'autres activités. Tout récemment, il a été conseillé au groupe de s'inscrire officiellement sur la liste des agriculteurs régionaux et d'intégrer leur réseau pour pouvoir ainsi échanger des expériences avec d'autres groupes.

Malamba Clement Mwangosi. Ministry of Livestock Development / Ileje Farmers' Network. Box 175, Ileje, Mbeya, Tanzania. E-mail : mcmwangosi@yahoo.com



CHANGEMENT DE VISION AU SOUTH EAST MARLBOROUGH

Doug Avery



30

Les brebis et leurs agneaux à la ferme de l'auteur dans la Grassmere. Photo : Auteur.

La Nouvelle Zélande est communément perçue comme un pays très vert, couvert de buissons, de prairies et de belles montagnes enneigées. Ces images sont réelles, mais l'on y trouve de vastes zones très sèches. Eastern Marlborough, au Nord de la South Island, fait partie de ces prairies sèches. Une chaîne de montagnes connues sous le nom d'Alpes du Sud l'isole des systèmes de pluie d'Ouest dominants qui traversent la mer de Tasman. L'élevage du mouton y est pratiqué depuis 165 ans, lorsque les premiers colons européens ont exploité ces prairies ouvertes. Nos familles se sont installées dans ce district il y a 87 ans, lorsque mon grand père y a acheté une ferme. Aujourd'hui, aidé par ma femme et mon fils aîné, j'exploite une superficie de 1100 hectares où j'éleve des moutons pour la viande et la laine, et des bovins pour la production de viande et de lait.

Nous avons une moyenne annuelle de précipitations de 520 mm mais, malheureusement pour nous et pour la terre, nous avons connu

en 1997, une période de sécheresse exceptionnelle qui s'est poursuivie jusqu'en 2004. La sécheresse n'a pas été persistante au long de ces sept années mais nous n'avons jamais pu nous en remettre. Pour tous les agriculteurs de la région, ce fut une situation de crise. Pour survivre à cette crise, il nous a fallu nécessairement puiser abondamment dans notre capital naturel et notre terre a chèrement payé pour notre survie. Les collines sèches exposées au Nord ont été fortement dégradées par le pâturage excessif des moutons et les feux épisodiques d'origine naturelle.

Changements nécessaires

La sécheresse persistante a vu la plupart des agriculteurs de la région se replier sur eux-mêmes dans la mesure où chaque famille lutte pour préserver ses exploitations agricoles. De nombreux agriculteurs devaient trouver du travail en dehors de la ferme pour soutenir leurs familles et le travail agricole se faisait le soir et les week-ends. Pour tous, cette lutte était

menée isolément et les agriculteurs n'étaient plus disponibles pour le travail bénévole qu'ils faisaient avant volontier. Les organisations communautaires qui en dépendaient ont été sérieusement touchées. De ce fait, bon nombre des structures sociales de la région n'étaient plus subventionnées au moment où elles en avaient réellement le plus grand besoin.

Après environ trois années de sécheresse, nous avons atteint un niveau où il nous fallait absolument réévaluer tous nos systèmes agricoles si nous voulions vraiment survivre. Un groupe d'agriculteurs locaux s'est réuni pour étudier une technologie de production de rechange et essayer d'arrêter l'immense érosion de la couche causée par la sécheresse. En tant qu'agriculteurs, nous étions conscients d'avoir là un problème et nous souhaitions le prendre en charge mais il nous fallait de l'aide pour lui trouver une solution.

En 1998, j'ai appris, au cours d'un séminaire organisé par un phytologue de Lincoln University,

à donner directement de la luzerne fraîche aux moutons et aux ovins. Cette expérience a été très intéressante, en effet, nous disposions déjà de 80 hectares de luzerne environ qui étaient jusqu'alors, pour la plupart, transformée en foin pour l'alimentation du bétail pendant l'hiver. Dans la mesure où cette culture était la seule de notre système agricole traditionnel qui marchait bien dans des conditions difficiles, nous avons immédiatement commencé à cultiver une surface beaucoup plus grande de cette formidable plante à racines profondes. Nous avons continué à réaliser de très bons résultats avec ce nouveau système de production et d'alimentation fourragères. Encouragé par ces résultats, le groupe a décidé de mener des essais avec le sénevé (Atriplex), une espèce de fourrage locale.

Il nous a fallu encore attendre jusqu'en 2004, pour contacter, sur proposition d'un tiers, la *New Zealand Landcare Trust* pour solliciter de l'aide (voir encadré). Le personnel nous a rencontrés pour nous demander la forme

d'aide que nous souhaitons obtenir. Ce fût une nouvelle expérience pour nous. En Nouvelle Zélande, on avait tendance à régler les problèmes par des mesures législatives. Malheureusement, une grande partie de cet « arrangement » a été transmise par des populations qui ne connaissent pratiquement rien de ces problèmes et encore moins de leurs solutions pratiques. Aussi, grâce aux conseils inestimables de Landcare Trust, le groupe a pu élaborer un projet scientifique pour explorer et proposer des solutions éventuelles aux problèmes rencontrés.

Notre groupe

Notre groupe est dénommé Starborough Flaxborough Soil Conservation Group. Les membres du groupe sont des agriculteurs et leurs familles ; cependant, la plupart des activités sont menées par les hommes. Le Comité central est composé de huit personnes, mais environ 60 autres agriculteurs de la région ont manifesté leur intérêt et participent aux jour-

nées communautaires que nous organisons. La superficie que nous exploitons est de 100 000 hectares environ, mais, dès le début, nous avons décidé de travailler avec les agriculteurs qui le souhaitent et ainsi, certains agriculteurs de la région continuent de gérer leurs exploitations conformément à leurs anciennes méthodes.

Notre mission est beaucoup plus importante que la simple recherche d'une série d'options de gestion durable des terres pour le district de Marlborough qui constitue sa base et pour des régions similaires à la Côte Est de la Nouvelle Zélande affectées par le climat. Il s'agit d'être influent, de changer notre manière de penser ainsi que les vieilles habitudes, de préserver nos ressources naturelles et de changer nos systèmes agricoles pour une durabilité à long terme. En bref, nous ne voulons pas nous contenter de rester là à attendre la pluie. Nous apprenons à vivre en parfaite harmonie avec notre environnement naturel.

Les éléments clés de notre organisation paysanne sont :

- La communication, dans ce sens, une communauté d'intérêts a été établie. L'échange d'expériences et de connaissances entre les membres se fait par des réunions convoquées lorsque nous avons des questions à débattre. L'organisation a également tenu un certain nombre d'ateliers pratiques et de journées communautaires dans la région de Marlborough, visant à fournir des rapports périodiques sur les activités de projet entreprises et à défier les agriculteurs locaux à penser différemment en ce qui concerne les méthodes de gestion de leur exploitation agricole. Un bulletin a été publié et régulièrement distribué aux membres de l'organisation et aux autres parties intéressées. En outre, certaines activités du groupe ainsi que leurs résultats, ont attiré l'attention des médias locaux.

- Vision et confiance remplacent souci et isolement. L'on comprend de plus en plus que la durabilité est, par-dessus tout, une attitude. La durabilité n'est pas une transaction courante avec quelques concessions, mais plutôt une nouvelle voie.

Une vision sans action n'est qu'un rêve.

Une action sans vision n'est qu'une simple activité.

Ensemble, la vision et l'action peuvent changer le monde.

- Nous prenons en charge les problèmes rencontrés ainsi que leurs solutions. Des personnes étrangères choisies assistent à la formation des membres du groupe dans le

Evolution de Landcare

Une révolution tranquille est en cours dans la gestion des terres, révolution concernant des voisins qui oeuvrent ensemble à l'amélioration des terres privées et publiques. De petits groupes sont constitués pour résoudre les problèmes : l'érosion du sol, la dégradation des zones humides ou des rives ou la perte de la biodiversité. Ces groupes sont bénévoles et comptent en grande partie sur leurs propres fonds. Ils s'instruisent mutuellement et parfois puisent dans les ressources et services gouvernementaux et non gouvernementaux. Cette approche a été adoptée pour la première fois en Australie au milieu des années 1980 sous le nom de Landcare. Landcare, c'est à la fois une stratégie de développement et un mouvement social dirigé par des agriculteurs. En tant que stratégie de développement, Landcare vulgarise rapidement et à moindre frais, chez les agriculteurs démunis, des techniques agricoles de conservation, d'agroforesterie et d'autres systèmes améliorés de gestion des ressources. En tant que mouvement social, il permet à des groupes de personnes concernées par la dégradation des terres et qui souhaitent oeuvrer ensemble en vue d'améliorer la qualité des terres à long terme. Le mouvement Landcare a évolué au plan international et des réseaux régionaux ont été établis en Afrique du Sud, au Kenya, en Ouganda, en Allemagne, en Islande, en Tanzanie et ailleurs.

L'acquisition de technologies appropriées, l'établissement de collectivités locales effi-

caces et le partenariat avec des gouvernements et des ONG sont les trois principes fondamentaux qui régissent le Landcare. Les groupes de Landcare réagissent à des questions qu'ils jugent importantes pour la localité et trouvent, à leur manière, des solutions aux problèmes. En d'autres termes, Landcare s'appuie sur des communautés très motivées qui répondent aux questions de la communauté et non aux questions imposées par un organisme externe. Ces approches locales ont plus de chances d'apporter des changements positifs et durables. Les groupes de Landcare bénéficient du soutien du gouvernement et font participer les réseaux pour veiller à ce que les différentes idées et initiatives soient partagées et diffusées.

Le Groupe *Landcare - New Zealand* est une organisation non gouvernementale qui facilite aux communautés rurales une gestion durable des terres et des projets sur la biodiversité. Le Groupe est créé par le Ministère de l'Environnement et Transpower New Zealand, une société commanditaire; il est composé d'une équipe de coordonnateurs et d'un personnel d'appui. Les coordonnateurs régionaux oeuvrent à la fourniture de soutien et d'informations utiles à une gestion plus durable de leurs terres, en collaboration avec d'autres groupes du pays tels que le Starborough-Flaxbourne Soil Conservation Group.

cadre de notre travail expérimental, par des publications et, en tant que personnes ressources, au cours des journées champêtres.

Landcare Trust nous apporte son assistance dans le cadre de la gestion et de la dynamique de groupe. Il facilite l'échange de connaissances et d'expériences par des applications pratiques, à mesure que nous poursuivons notre apprentissage et nos expériences. Il joue un rôle important dans l'engagement de différents membres et favorise la participation de tous en portant notre attention sur les questions de l'heure.

Activités

Nos activités de recherche et de développement sont en partie financées par le *Sustainable Farming Fund* (une organisation gouvernementale de la Nouvelle Zélande), le Conseil du District et le Centre de Recherche de Marlborough. Les agriculteurs concernés versent une contribution qui couvrent 50% des coûts. Une partie de ces fonds est utilisée pour engager des consultants ayant une expertise en matière de sols, de plantes de terres arides, de processus sociaux, de changements climatiques. Nous choisissons ces experts suite à une réunion de groupe organisée pour discuter de notre processus de production et des aspects à améliorer où pour lesquels nous souhaitons avoir une meilleure compréhension.

Un des consultants a mené des recherches sur nos sols et nous avons à présent une bien meilleure idée des défis qui nous interpellent dans l'exploitation de ces sols impraticables, trop riches en sodium. Un expert en climatologie étudie les effets du changement climatique sur la région alors qu'un autre consultant observe le paysage, renforçant de manière considérable nos connaissances sur l'écologie et ses systèmes fondamentaux. Par ailleurs, un sociologue a mené une étude sur le comportement de l'agriculteur, en tenant compte de la dimension humaine de l'adaptation.

Les pluies printanières font de cette saison notre période de croissance la plus sûre. La majeure partie de notre production devrait donc avoir lieu en cette période de l'année selon l'expert en système d'exploitation que nous avons engagé. En conséquence, nous avons réduit la taille du bétail pendant la saison sèche de l'année, alors que l'argent a déjà été gagné, ce qui crée un système beaucoup plus viable.

Nous avons deux exploitations agricoles cibles, choisies pour représenter les cultures



Une clôture de végétation spontanée de la ferme de l'auteur visitée par des fermiers.

Photo : Auteur.

sèches locales concernées et où différents processus sont testés avec un grand nombre de cultures sèches. L'idée qui sous-tend cette approche du travail de recherche et développement est que les agriculteurs locaux détiennent la plupart des réponses et que l'objectif ultime doit être l'apport de solutions pratiques. En outre, nous clôturons des zones de végétation spontanée et nous plantons des arbres d'essence locale. Certaines collines arides ont été plantées de sénevé, *Atriplex halimus* et *Atriplex nummularia*. Les deux espèces ont bien poussé et sont, neuf mois après, bonnes pour le pâturage, l'*Atriplex halimus* étant de loin préférée par les moutons. Les sénevés ont créé de nouvelles conditions de microclimat, notamment des effets d'ombre qui permettent présentement aux autres espèces de retrouver un support dans ces terres appauvries.

Notre avenir

Après les trois premières années d'activité du groupe, il restera à savoir ce que nous réserve le futur. Cela dépendra en grande partie de ce que nous réservera le temps et du succès de nos différentes adaptations. Cependant, nous prenons de nouvelles initiatives. Cet automne, par exemple, nous allons ouvrir une allée à travers notre exploitation agricole et son environnement. La traversée mènera les marcheurs des ravins où abondent arbres et

arbustes locaux peuplés de faune aviaire à la grande colline qui surplombe le Détroit de Cook et s'ouvre largement sur les vignobles et exploitations agricoles en plein essor dans cette zone. De nombreuses autres initiatives sont prises autour du District. Nous constatons progressivement de nombreux changements et de nouvelles idées. Un tout nouveau climat de confiance émerge et il vise la viabilité à long terme, objectif merveilleux.

En 2004, le bureau du Commissaire parlementaire pour l'environnement a publié *Growing for Good*, un livre passionnant qui nous met au défi, en tant que Néo-Zélandais, d'examiner soigneusement nos systèmes agricoles. La Nouvelle Zélande est le pays du monde qui dépend le plus des exportations agricoles. Environ 68 % de nos richesses nationales ne sont générées que par 4 % de la population: les agriculteurs, les forestiers et les pêcheurs. Nous avons une merveilleuse tradition nationale de production agricole de qualité et les connaissances acquises en ce moment nous seront utiles dans l'avenir.

Doug Avery, Chairman of the Starborough-Flaxbourne Soil Conservation Group Grassmere, Marlborough, New Zealand. E-mail : dgavery@paradise.net.nz

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

www.roppa.info

Ce réseau a été fondé en juillet 2000, lors d'une rencontre à Cotonou qui a rassemblé une centaine de responsables paysans mandatés par leurs organisations. Il regroupe des organisations ou "cadres de concertation" de 10 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.). Cet ensemble n'est pas fermé et l'ambition, à moyen terme, est d'accueillir des organisations paysannes de l'ensemble des pays de la CEDEAO, qui représente l'Afrique de l'Ouest réelle. Vous trouverez dans ce site un ensemble de ressources documentaires sur différentes études menées par le réseau sur le plan agricole (stratégies de réflexion sur la souveraineté alimentaire, déclarations communes etc.)

Groupe Associatif CIDR

<http://www.groupecidr.org>

CIDR Burkina /

Ce site présente les activités du groupe associatif CIDR qui a pour objectif la construction et le renforcement d'institutions locales, régionales et nationales durables, au service des populations, participant à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des politiques publiques.

Il est actuellement présent dans une douzaine de pays africains (Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique de l'Est, Océan Indien). Le site présente le programme « Entreprises de services et organisations de producteurs » du groupe dont l'objectif est

de contribuer au développement de l'agriculture familiale par la promotion de circuits agroalimentaires locaux compétitifs et rémunérateurs pour les petits producteurs. Vous pouvez aussi consulter les fiches élaborées pour chaque pays d'intervention.

Via Campesina, Mouvement paysan international

<http://www.viacampesina.org>

La Via Campesina est un mouvement international composé d'organisations paysannes de petits et moyens agriculteurs, de travailleurs agricoles, de femmes ainsi que par des communautés indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe. C'est un mouvement autonome, pluraliste et indépendant de tout mouvement politique, économique ou autre. Disponible en anglais, espagnol et français, ce site nous fait vivre au jour le jour les grands événements et actions de lobbying et de plaidoyer du réseau et nous présente les grands thèmes sur lesquels l'organisation s'active.

Association des producteurs de coton

<http://www.aproca.net>

L'Association des Producteurs de Coton Africains a été créée le 22 décembre 2004 à Cotonou au Bénin. Face à la crise de la filière coton qui affecte plus de 10 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre, des producteurs de coton de douze pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Sénégal, Tchad, Togo) se sont réunis les 21 et 22 décembre 2004 pour

analyser la crise qui touche la filière et définir ensemble des stratégies de mobilisation, de positionnement et d'actions qui leur permettent de défendre leurs intérêts.

Cette rencontre des producteurs avait pour but, d'échanger sur la situation internationale afin de cerner la problématique du coton dans un contexte plus global, puis analyser la situation de crise telle que vécue par chaque pays. Elle a abouti à la naissance de l'APROCA.

Au sortir de ces travaux, l'APROCA s'est donnée pour mission de défendre les intérêts des producteurs africains dans un cadre de concertation à l'échelle continentale.

Le site de l'association donne informations sur l'ensemble des organisations membres dans les différents pays de la sous région. Vous pouvez aussi y lire toute l'actualité (événements, revue de presse) relative au plaidoyer que mène l'organisation et les gouvernements des pays concernés par ce dossier.

La plateforme

<http://www.hubrural.org/>

[plateforme/index](http://www.hubrural.org/plateforme/index)

*Immeuble O. Thiam Gueye, Point E, rue 4 x GBP 15702
CP 12524 Dakar Fann Tél. : (221) 869 39 60 - 869 38 38
Fax : (221) 869 39 62 Email : hubrural@unops.org*

La plateforme a pour vocation d'aider les acteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Etats, organisations intergouvernementales, organisations de la société civile, partenaires au développement) à mettre en cohérence les programmes menés en direction du monde rural. Son site nous informe de façon détaillée sur ses activités et services et sur les organisations partenaires de ce programme.

RENDEZ VOUS SUR NOTRE SITE INTERNET

[HTTP://AGRIDAPE.LEISA.INFO](http://AGRIDAPE.LEISA.INFO)

WWW.IEDAFRIQUE.ORG/

OÙ VOUS POUVEZ :

**télécharger les derniers numéros du magazine
et vous abonnez en ligne.**

Les mouvements coopératifs en Afrique de l'ouest, Intervention de l'Etat ou organisations paysannes

Dominique Gentil, ISBN : 2-85802-644-0, 270 pages, édition l'Harmattan



Sur la base d'une étude comparative de cinq pays (Bénin, Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal), l'auteur, essaie de dégager les lois d'apparition et d'évolution des organisations paysannes dans l'Afrique de l'Ouest francophone, entre 1960 et 1980. Il cherche notamment à expliquer la régularité et la diversité des phénomènes, l'emprise de l'Etat et la faible autonomie paysanne, la domination des notables, les conditions d'émergence et les limites des organisations non étatiques. Il analyse la logique des pratiques des agents de "promotion" coopérative et des paysans et émet un certain nombre de propositions pour un meilleur ajustement entre ces pratiques et leur objectif officiel : "la coopérative doit être l'affaire des coopérateurs".

Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier

Elong Joseph Gabriel, Presses universitaires de Yaoundé, coll. Sociétés, Yaoundé. 2005, 151 pages.

L'auteur expose les origines de la rupture de l'assistance de l'Etat, montre comment émergent les regroupements paysans et surtout comment ceux-ci se mettent à l'œuvre dans la province du Centre,

point d'ancrage de son étude. Il souligne à grands traits le boom des GIE comme forme d'organisation adoptée par les ruraux. L'ouvrage fourmille d'exemples, d'expériences originales, de projets inédits. Au terme de la lecture, on peut conclure par soi-même que les pouvoirs qui se construisent dans les organisations paysannes suscitent de l'espoir.

Vía Campesina: une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale

Jean ZIEGLER, Jacques BERTHELOT, Jean-Pierre BERLAN et al. CETIM N°23/24, 256 pages 2002
CETIM, 6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse.
Tél. : +41 (0)22 731 59 63. Fax : +41 (0)22 731 91 52. E-mail : cetim@bluewin.ch

« Sur les 1 milliard 300 millions d'actifs agricoles que



compte l'agriculture mondiale, quelques dizaines de millions seulement, soit une infime minorité, disposent d'un tracteur, 350 millions en-viron disposent de la traction animale, et près de 1 milliard (les trois quarts) n'ont qu'un outillage strictement manuel. » Pour cette immense majorité des paysans du monde, les prix internationaux sont beaucoup trop bas pour leur permettre de vivre de leur travail et de renouveler leurs moyens de production, encore moins pour leur permettre d'investir et de progresser. Cette concurrence entraîne le blocage de leur développement, puis leur appauvrissement allant jusqu'à la pauvreté extrême, la faim, la famine, l'exode rural massif et le gonflement des bidon-villes. »

Les paysans et les paysannes, les « sans-terre », les peuples indigènes, comptent parmi les premières victimes de la mondialisation néolibérale. Rien d'étonnant donc à ce que, partout dans le monde, ils résistent et luttent pour leur survie. Mais, « qui aurait pu imaginer, à l'ouverture en 1986 du dernier

cycle de négociations du GATT, des fermiers de différents pays marchant ensemble sur la ville de Punta del Este, qui accueillait la conférence ? », demande la chercheuse canadienne Annette Aurélie Desmarais. Or, quelques années plus tard, la fiction était dépassée par les faits. En mai 1993, avant même la fondation de l'OMC, des leaders paysans du monde entier se sont retrouvés unis à Mons, en Belgique, sous la bannière d'un mouvement paysan planétaire naissant, la Vía Campesina. Sept mois plus tard, au cours de la phase finale des négociations du GATT, plus de 5 000 paysans, venus d'Europe, du Canada, des États-Unis, du Japon, de l'Inde et d'Amérique latine ont marché ensemble sur le GATT à Genève. » Depuis lors, les paysans et les paysannes sont à la pointe du combat contre l'OMC et pour imposer la souveraineté alimentaire. De tous les continents, certains de leurs leaders, hommes et femmes, racontent leurs luttes et donnent chair à ce « front commun Nord-Sud » mis en branle par la Vía Campesina. Ce livre, réalisé par le CETIM en étroite collaboration avec Vía Campesina, essaie de faire connaître cette résistance paysanne, au travers de quelques exemples de luttes, et de montrer la diversité des domaines qu'elles abordent.

Le grand saut des organisations de producteurs agricoles africaines : de la protection sous tutelle à la mondialisation

Bosc P.M., Berthomé J., Losch B., Mercoiret M.R.
In : RECMA Revue internationale de l'économie sociale (2002) n 285, p. 47-62

Cet article revient sur le contexte d'émergence des organisations paysannes qui durant les années 80 se sont multipliées à la base et ont vu leurs dynamiques fédératrices se renforcer. Cette émergence du mouvement coopératif s'est réalisée sous contrôle de l'administration et les fonctions économiques officiellement reconnues et « dévolues » aux organisations de producteurs étaient strictement limitées. Aussi, les organisations locales prenaient en charge des actions sociales en s'efforçant de pallier la défaillance des pouvoirs publics. Les auteurs font le parallèle avec les nouveaux défis qui attendent les organisations paysannes à l'heure actuelle où le contexte est marqué par la libéralisation économique et politique et le désengagement des Etats. Ces organisations doivent faire face à des demandes sociales croissantes liées à la dégradation de nombreuses situations nationales.

Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision

Djamen Nana P., Djonnewa A., Havard M., Legile A. In : *Agricultures* (2003) vol.12:n 4, p. 241-245

Au Nord-Cameroun, la libéralisation de l'économie et le désengagement de l'État exigent que les services d'appui à l'agriculture s'orientent vers le renforcement des capacités des producteurs. Cet ouvrage présente une démarche d'aide à la décision est proposée par l'Institut de recherche agricole pour le développement (Irad) dans le cadre du Pôle de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale (Prasac). Elle évolue de la formation de groupes de producteurs aux bases de la gestion et aux analyses technico-économiques vers le développement d'un conseil stratégique plus individualisé en troisième année. Les premiers effets de cette démarche sont perceptibles chez les pratiques paysannes, laissant entrevoir à terme une amélioration de leurs performances technico-économiques et organisationnelles.

Emergence d'un dispositif de conseil d'exploitation géré au sein de la filière cotonnière burkinabé

Rebuffel P., Faure G, *références technico-économiques et conseil aux exploitations agricoles : Actes de l'atelier - Montpellier : CIRAD, 2000, p. 109-120*
Atelier Références technico-économiques et conseil aux exploitations agricoles, 01/09/1999, Montpellier, France

Après un rappel du contexte d'intervention, cette communication présente les résultats d'une recherche-action sur la conception et la mise en place d'un dispositif de conseil d'exploitations, afin de répondre aux besoins des producteurs et de la filière cotonnière du Burkina. L'opération s'inscrit dans la dynamique des expériences de conseil de gestion aux exploitations menées dans cette zone (quelle zone ?) depuis 1993. La gestion par l'Union nationale des producteurs de coton d'un conseil d'exploitation et la mise en place d'un conseil à la production cotonnière par la société cotonnière (Sofitex) nécessitent des adaptations de la méthode et des outils. Les questions soulevées par le changement d'échelle sont discutées.

Diversité des formes d'organisation des producteurs de riz et de coton au Mali : évolutions et perspectives pour un développement agricole durable

[Organisations professionnelles]. [Cd-Rom]
 Bélières J.F., Barret L., Djouara H.
Les institutions du développement durable des agricultures du Sud : journées SFER de Montpellier, 7-9 novembre 2005. - Paris : SFER, 2005, 20 p.
Journées SFER 2005 sur les institutions du développement durable des agricultures du Sud, 2005-11-07/2005-11-09, Montpellier, France

Cette communication traite du rôle des organisations paysannes du Sud dans l'élaboration de politiques publiques pour un développement agricole durable. Le cas malien présenté a pour objet d'aborder les questions clés et d'en tirer des éléments de discussions. C'est avant tout un diagnostic partagé par les auteurs sur la situation et les évolutions récentes des organisations paysannes dans les principales zones d'investissements publics agricoles que sont la zone Office du Niger et la zone cotonnière. Dans ces zones, les organisations paysannes se sont multipliées, au début, initiées par les sociétés d'encadrement. Mais il n'y a pas eu d'incitation à la création de fédérations pour constituer de véritables partenaires tant dans les activités économiques que pour la représentation des producteurs. Ce sont les syndicats, créés à l'initiative des paysans, qui représentent les producteurs et à qui ont été transféré des fonctions d'approvisionnement. La privatisation de la filière cotonnière et les option pour l'extension du domaine aménagé de l'Office du Niger sont à l'origine de nouvelles interrogations et de nouvelles initiatives sur le rôle des organisations paysannes pur assumer des fonctions économiques, participer à la gestion des filières et représenter les producteurs et le monde rural notamment dans l'élaboration des politiques publiques.

Etats désengagés, paysans engagés, Perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine

TRANCHANT, J.P.GEYSER : *Groupe d'Etudes et de Services pour l'Economie des Ressources 1998 ; Rue haute, 34270 Claret, France*

Cette réflexion s'appuie sur sept études de cas réalisées dans le cadre de la recherche-action animée par le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et sur six autres exemples d'organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine. Ce dossier concentre beaucoup de vécu à travers les nombreuses expériences qui y sont relatées. L'approche théorique et l'intellectualisation d'une démarche paysanne semblent bien loin des aspirations de la base, mais on y trouve une vision d'ensemble et un riche comparatif des différentes expériences.

Agriculture viable et rôle des organisations agricoles

Collection : Spore ; spore 32, Editeur: CTA; FIPA. 21, rue Chaptal, 75009-Paris-France

«Les agriculteurs doivent être à la base de la programmation du développement rural» telle est l'idée de base de cet ouvrage issue d'un colloque FIPA-CTA ayant réuni des dirigeants agricoles des

pays en développement à Adélaïde, en Australie, sur le thème Agriculture viable et rôle des organisations agricoles. L'objet principal de ce document est de faire connaître les réalisations récentes de la FIPA concernant ces questions primordiales et de promouvoir une plus grande reconnaissance du rôle des organisations agricoles dans la réalisation des systèmes d'exploitation viables. Destiné aux organisations d'agriculteurs et aux responsables des décisions en matière de développement, ce manuel vise à présenter le point de vue des agriculteurs et à formuler des suggestions constructives pour les actions à entreprendre.

Les organisations paysannes et rurales des acteurs du développement en Afrique sub-saharienne

Groupe de travail « Etat et organisations rurales » du Réseau GAO - Chaire de sociologie rurale Institut national Agronomique 1995, 84 pages, 16, rue Claude Bernard 75231 Paris Cedex 05 France

Les groupements paysans sont amenés depuis quelques années à jouer en Afrique un plus grand rôle social, économique et probablement politique. Extrêmement variés par leurs origines, leurs buts, leurs membres et leurs bénéficiaires et confrontés à des exigences diverses sinon divergentes de la part de leurs partenaires (Etat, bailleurs de fonds, ONG...) que sont aujourd'hui les groupements paysans et que pourraient-ils être demain ? Un mouvement paysan autonome est-il en train de naître à la faveur du désengagement de l'Etat dans les campagnes et dans certaines filières ? Le Réseau GAO (Groupements Associations villageoises Organisations paysannes), fort de 2000 membres dont les deux tiers sont africains et près de la moitié des gens de terrain, a travaillé pendant deux ans sur le thème des organisations paysannes et rurales en Afrique sub-saharienne. Il livre aujourd'hui, dans un document d'une centaine de pages, le produit d'une réflexion très riche étayée par de brefs points de vue de leaders paysans et par les opinions des meilleurs spécialistes. De courts récits d'expériences (crédit rural au Bénin, radio rurale au Mali...) jalonnent cette étude dont l'objectif est de relancer le débat en dégageant les questions susceptibles d'aider les groupements et leurs partenaires à situer leur action.



DES COMITÉS LOCAUX À UNE ASSOCIATION DE DISTRICT

Cesar Gonzales

Le district de San Luis se trouve dans les hautes Andes, à 385 km au nord de Lima, la capitale du Pérou. La pauvreté y est très répandue. L'accès aux services de base est très limité et la moitié de la population est analphabète. Malgré l'altitude, l'agriculture constitue la principale activité des habitants du district, lesquels cultivent essentiellement des pommes de terre et d'autres tubercules pour la consommation. A cette altitude, les rendements n'ont jamais été élevés mais, au cours des trois dernières décennies, la situation a empiré. La division des terres de la communauté, ainsi que le taux vertigineux de croissance démographique, ont conduit au surpâturage et à la disparition de la quasi totalité du couvert arboricole. La dégradation des ressources naturelles est manifeste avec la disparition des forêts natives, de la flore et de la faune locales, ainsi que la baisse de la productivité dans le district.

Le programme national de conservation des sols du ministère de l'agriculture, connu sous le nom de PRONAMACHCS (*Programa Nacional de Manejo de Cuencas Hidrográficas y Conservación de Suelos*), a démarré à San Luis en 1996. Ils ont commencé par mettre sur pied des « comités chargés de la conservation », composés de groupements paysans avec lequel le programme collabore sur la conservation des sols. En réponse aux initiatives de PRONAMACHCS, ces comités villageois ont construit des terrasses et conçu des systèmes d'agroforesterie. Chaque comité travaille dans son village et aux alentours.

Dans leurs efforts de renforcer leur impact, les leaders de trois de ces comités villageois ont proposé la formation de grands groupements, pour être en mesure de travailler au niveau du district. Finalement, les leaders de tous les comités villageois ont fondé un seul groupement.

Sa tâche consistait à appuyer les comités villageois, à organiser des rencontres périodiques et à suivre et évaluer leurs activités. Toutefois, dans la pratique, il jouait principalement le rôle d'intermédiaire entre PRONAMACHCS et les comités villageois pour des demandes de fonds ou, simplement, pour coordonner des visites régulières dans chaque village.

L'organisation d'une association paysanne

En 1998, avec un financement de la Banque Mondiale et du gouvernement central, PRONAMACHCS a commencé à mettre en œuvre un nouveau projet de gestion des ressources naturelles dans les différentes zones des hautes terres péruviennes. San Luis et cinq autres districts ont été sélectionnés comme zone pilote, avec pour objectif, de « mettre en place une approche participative pour la gestion des ressources naturelles ». L'avantage à San Luis est que les agriculteurs ont déjà essayé de travailler ensemble par le biais des comités villageois et du groupement du district. La formation d'une association efficace contribuerait à la mise en œuvre du nouveau projet, mais elle défendrait également leurs propres intérêts en représentant chacun dans le district.

L'équipe du projet a commencé par identifier les comités, organisations et institutions en place dans les 19 villages du district. Dans chaque village se tenaient des réunions pour identifier les principales difficultés et déterminer les actions prioritaires futures. Après plusieurs mois, les leaders de 16 villages ont formé l'Association pour la Gestion de la ligne de partage des eaux de San Luis, en adoptant immédiatement ses statuts et en élisant ses représentants. Elle a été officiellement enregistrée en octobre 2002. Pour le moment, l'association dispose d'un petit bureau dans la capitale du district, qui accueille tous les jeudis les représentants des villages ainsi que les agriculteurs ou représentants d'autres institutions. Des assemblées générales se tiennent tous les trois mois, au cours desquelles les dirigeants de l'association présentent toutes les activités mises en œuvre et tous les résultats obtenus. L'une des questions régulièrement débattues est celle de l'utilisation des fonds de l'association. Chaque village verse une cotisation mensuelle de 50 soles (environ 15 \$ US), affectée aux dépenses courantes de l'association.

Quatre ans plus tard

La première difficulté rencontrée est liée à la tentative d'impliquer tous les villages du district. Cette initiative s'est révélée particulièrement pertinente dans la mesure où l'association considère le district comme une seule entité. Trois villages ont décidé de rester à l'écart pour plusieurs raisons : d'une part, les villageois ne sont pas propriétaires de la terre qu'ils exploitent et, d'autre part, le village est trop proche de la capitale du district et l'agriculture n'y constitue pas la principale activité. Plus tard, deux autres villages ont décidé d'arrêter leurs cotisations et ont été par conséquent exclus. La prise de décision sur une question particulière constitue également une autre difficulté. Cette situation s'est particulièrement manifestée lors de l'ébauche des statuts de l'association.

Contrairement aux premiers comités villageois, l'association s'est toujours portée volontaire pour représenter l'ensemble du district. L'autre pas positif a été d'inviter d'autres institutions présentes dans la zone aux rencontres et discussions : écoles et autorités éducatives, église, autorités politiques et même la police. Leur participation a été active, avec à la clé des résultats intéressants. En revanche, il a été plus difficile d'obtenir une représentativité au niveau du village, car les agriculteurs avaient le sentiment que leur représentant ne faisait pas le travail qu'il fallait, ou encore qu'il ne les représentait pas réellement. Des élections démocratiques ont été promues au niveau du village, en veillant à ce que l'association ne représente pas seulement les intérêts du comité local ou de ceux qui sont plus proches du projet du ministère de l'agriculture. Au cours de la première année, un programme de formation complet a été mis en œuvre, avec des cours en administration et en gestion financière de base. Selon les agriculteurs, l'un des aspects les plus intéressants est que ces cours ne sont pas centrés sur les activités ou objectifs spécifiques du projet, mais plutôt sur

les besoins de l'association elle-même. Ils ont reconnu la nature ouverte des cours, qui encouragent la participation de tous les villageois. Les autorités et autres institutions ont été invitées à y prendre part. Les agriculteurs ont perçu cette démarche comme un moyen positif de présenter leurs idées et intérêts, contribuant ainsi à l'identification des activités de l'association et à la définition de leur propre rôle. La principale difficulté est liée à la participation des femmes et des agriculteurs analphabètes.

Résultats et défis futurs

Tous ces efforts ont véritablement commencé à porter leurs fruits à la fin de 2002, lorsque le gouvernement provincial a invité l'association à participer à la *Mesa de Concertación Provincial*, l'organe représentant toutes les institutions et organisations de la province. Les agriculteurs de San Luis ont présenté leur point de vue par rapport aux plans esquissés et mis en œuvre dans toute la province. En reconnaissant l'importance d'une bonne gestion des ressources naturelles dans ce district, les discussions de la Mesa ont convaincu les autorités régionales à allouer 54 000 soles (environ 17 000 \$ US) à un projet de reforestation à San Luis.

Une participation active des dirigeants de l'association a également généré d'autres résultats concrets. Les négociations avec les représentants du ministère de l'agriculture ont conduit à la construction d'un réservoir de 2000 m³ au bénéfice de 285 familles. Le ministère de l'agriculture, la mairie et l'église ont également apporté un financement supplémentaire pour des projets de production à petite échelle (production de truites, boulangerie, cochons d'Inde) conduits par différents villages. Un autre accord a été signé avec le représentant du gouvernement central et la police, dont l'objectif est de prévenir les feux de brousse et de protéger les ressources du district.

Après plusieurs années de collaboration, les agriculteurs de San Luis ont reconnu l'importance de la gestion des ressources pour garantir des rendements durables. Bien que le travail des comités villageois ait donné quelques résultats au niveau du village, celui de l'association a convaincu ses membres de l'avantage de travailler ensemble à un niveau supérieur, dans une perspective à plus long terme. Les résultats positifs ont incité l'association à réfléchir au-delà des questions de gestion des ressources naturelles. Des discussions ont déjà eu lieu sur la nécessité de collaborer sur la production bio, le marketing et la commercialisation de la production locale, et même sur des questions de santé et d'éducation.

Cesar Gonzales. Coordinateur, PRONAMACHCS, Agencia Zonal C.F. Fitzcarrald, Ancash. Pasaje Trinitarias 375, Nicrupampa, Huaraz, Peru. E-mail : cgonzales@hotmail.com